

Consensus raciste Sarkozy-Bayrou-Royal contre les immigrés et les jeunes des banlieues

Elections 2007 : Aucun choix pour les travailleurs



Pierre Pytkowicz

Grévistes de PSA Aulnay en manifestation dans l'usine PSA de Saint-Ouen le 6 mars

droite de Balladur-Sarkozy), et Ségolène Royal, l'ex-ministre de la Famille qui veut militariser la jeunesse turbulente des banlieues (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 178 sur l'« ordre juste » de Ségolène Royal). Qu'il s'agisse du « parti de l'ordre » ou du parti de l'« ordre juste », il s'agit toujours de l'ordre républicain, c'est-à-dire capitaliste et raciste. A ce petit jeu les gens préfèrent généralement l'original à la copie. Effectivement il y a une couche importante d'ouvriers arriérés qui envisagent sérieusement de voter pour le principal candidat de la bourgeoisie, Sarkozy, sur la base que, lui, a prouvé qu'il est déterminé à réprimer les jeunes, alors qu'avec Royal ce ne sont que des promesses.

Sarkozy, qui a été ministre de façon pratiquement continue pendant ces cinq dernières années, se présente comme l'homme de la « rupture ».

C'est vrai en un certain sens. Le système politique français après la Deuxième Guerre mondiale était basé sur deux piliers : premièrement la collaboration de classes d'un parti communiste prosoviétique puissant, qui a

Nous publions ci-après la présentation, abrégée et revue pour publication, de notre camarade Alexis Henri lors du meeting de la Ligue trotskyste à Paris le 1^{er} mars.

* * *

Au programme des élections 2007 se présente le « choix » entre Nicolas Sarkozy, le ministre des flics aux sept lois sécuritaires racistes et aux dizaines de milliers de déportations de sans-papiers, François Bayrou, auteur de la première circulaire raciste contre les femmes voilées dans les lycées (à l'époque, en 1994, il était ministre dans le gouvernement de

droite de Balladur-Sarkozy), et Ségolène Royal, l'ex-ministre de la Famille qui veut militariser la jeunesse turbulente des banlieues (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 178 sur l'« ordre juste » de Ségolène Royal). Qu'il s'agisse du « parti de l'ordre » ou du parti de l'« ordre juste », il s'agit toujours de l'ordre républicain, c'est-à-dire capitaliste et raciste. A ce petit jeu les gens préfèrent généralement l'original à la copie. Effectivement il y a une couche importante d'ouvriers arriérés qui envisagent sérieusement de voter pour le principal candidat de la bourgeoisie, Sarkozy, sur la base que, lui, a prouvé qu'il est déterminé à réprimer les jeunes, alors qu'avec Royal ce ne sont que des promesses.

LO et LCR mobilisent pour « battre la droite » – et servent de rabatteurs pour le vote Royal

sauvé l'ordre bourgeois en 1944 (il a pris part au gouvernement capitaliste avec les gaullistes et désarmé les ouvriers à un moment où la bourgeoisie française était totalement

Suite page 10

Pour un parti ouvrier révolutionnaire d'avant-garde !



Pour une lutte de classe internationale commune contre les patrons d'Airbus !

Contre le protectionnisme – un poison nationaliste pour la classe ouvrière ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !



AFP



AFP/Pascal Pavani

Rassemblements de travailleurs d'Airbus à Hambourg le 3 février, à Toulouse le 16 mars. La bourgeoisie et les dirigeants syndicaux attisent le protectionnisme chauvin des deux côtés du Rhin. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

15 mars – Le plan de restructuration des patrons d'Airbus, « Power 8 », annoncé fin février, signifierait la destruction de 10 000 emplois dans des usines Airbus dans toute l'Europe, la fermeture de certaines usines et l'accélération des cadences pour les travailleurs restants. Airbus, « filiale » du trust aéronautique militaire franco-allemand EADS, est secoué par des

Déclaration commune de la Spartacist League/Britain (SL/B), de la Ligue trotskyste de France (LTF) et du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

crises depuis un an. Il y a des retards de livraison et un dérapage des coûts pour le fameux gros porteur A380, et les commandes sont en chute libre en comparaison avec le concurrent américain

Boeing. Avec « Power 8 », il s'agit au fond pour les patrons d'Airbus, français et allemands, de saisir l'occasion qui se présente avec les difficultés de l'entreprise pour s'en servir contre les travailleurs dans toute l'Europe et imposer des licenciements et des « rationalisations » de toutes sortes, afin de sauver leurs énormes profits sur le dos des travailleurs. Cette attaque, et toute la crise qui secoue cette firme soi-disant « européenne » qu'est Airbus, montre l'irrationalité de ce système capitaliste et la nécessité pour les ouvriers de lutter contre les capitalistes pour défendre chacun de leurs acquis. Les travailleurs d'Airbus doivent prendre garde au piège du protectionnisme nationaliste que leur dressent les dirigeants syndicaux traîtres et la bourgeoisie pour les jouer les uns contre les autres dans l'intérêt de chaque classe capitaliste nationale. Laissez-vous guider par les mots du *Manifeste du Parti communiste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 1 83528. Distribué par les NMPP.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Suite page 24

Paris 8 : A bas l'attaque des flics contre les sans-papiers !

Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici !

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF du 7 janvier, qui a été distribué largement sur la fac de Paris 8.

* * *

Dans la nuit du 22 au 23 décembre, vers une heure et demie du matin, les flics et les vigiles sont intervenus violemment à la fac de Saint-Denis à la demande du président de la fac pour expulser les sans-papiers qui occupaient l'amphi A1 depuis le lundi 18 et qui demandaient leur régularisation ; il y a eu plusieurs blessés qui ont été transportés à l'hôpital. Une centaine de personnes ont été évacuées dont 25 qui, en désespoir de cause, s'étaient mises en grève de la faim. La LTF proteste avec véhémence contre ces expulsions racistes et exige les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, y compris les sans-papiers. A bas la terreur raciste ! A bas les déportations !**

Ce n'est pas la première fois que l'administration de la fac déchaîne la violence des flics contre les sans-papiers et les étudiants en lutte pour leurs droits. En 2000, sous le gouvernement Jospin-Buffet-Royal, elle avait envoyé des centaines de flics de la BAC et des CRS pour déloger les étudiants sans-papiers qui occupaient l'amphi X depuis deux mois. En avril 2005, ce sont les étudiants en anthropologie qui protestaient contre la fermeture de leur département qui ont été attaqués par les flics à l'appel du président de la fac Lunel, après plusieurs semaines d'occupation de l'amphi A1.

Cette nouvelle attaque montre encore une fois que les flics ne sont pas des « travailleurs en uniforme » (comme le prétend la Gauche révolutionnaire qui publie *l'Egalité*), mais les chiens de garde de l'ordre capitaliste. **Flics et vigiles, hors de la fac, hors des syndicats !** Cette attaque montre aussi à quel point il est illusoire de voir en l'administration de la fac une quelconque alliée des opprimés, quelle que soit la couleur politique de sa présidence. L'université est une institution bourgeoise. Sa fonction principale est de former les technocrates et les scientifiques dont a besoin l'armée, les agents des services secrets, les cadres des entreprises et les fonctionnaires capitalistes pour administrer le capitalisme français et pour produire des justifications idéologiques à la domination impérialiste française. Aussi, l'administration de l'université n'est rien d'autre que l'agent de la bourgeoisie sur la fac.

Pendant la lutte contre le CPE au printemps dernier, nous mettions en garde contre les illusions dans l'administration et dénoncions l'attitude collaborationniste des groupes politiques qui, sur la fac de Saint-Denis, dirigeaient les AG. Les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) par exemple se réjouissaient d'avoir « élargi » la lutte au conseil d'administration (CA). Ils écrivaient dans « red » n° 65 (20-26 mars 2006) en parlant de St Denis : « la fac est à nous : le CA du 17/03 de la fac a adopté une motion [...] soutenant la mobilisation, demandant le retrait du CPE et de la loi sur l'égalité des chances, condamnant la répression policière, s'opposant à



Gabriel Laurent

19 décembre : occupation à Paris 8. Le nouveau président de la fac, Pascal Binczak, a inauguré son mandat en ordonnant leur expulsion par les flics.

toute fermeture administrative de la fac et suspendant les cours du 20 au 26 mars pour faire de la fac un espace de débat et de mobilisation.» Le « soutien » de l'administration constituait évidemment une tentative pour canaliser et contrôler les protestations et les débats des étudiants pour le compte de la bourgeoisie française qui était à ce moment-là sur la défensive – et les JCR et le PCF les ont bien aidés.

Le CA est dirigé par le président de la fac et regroupe des bureaucrates syndicaux, profs ou personnels IATOSS, et des étudiants. Ceux-ci prennent part à l'administration de l'université, faisant ainsi croire que les travailleurs, les profs et les étudiants ont les mêmes intérêts que la bourgeoisie. En réalité c'est la bourgeoisie qui fait ainsi tremper les réformistes dans la gestion de son système – y compris la mise en place de la détestée réforme anti-étudiants du LMD qui avait été conçue sous Jospin-Royal ! Nous luttons pour une éducation gratuite et de qualité pour **tous** les étudiants, et nous nous opposons à la politique de discrimination de l'administration contre les étudiants étrangers. Mais il faut comprendre que le racisme et les inégalités de classe sont inhérents au capitalisme. De même on ne peut aborder une question aussi cruciale que l'enseignement public sans lutter pour une transformation révolutionnaire de la société elle-même, c'est-à-dire lutter pour renverser le système capitaliste, qui n'abandonnera ni aujourd'hui ni demain ses « fabriques du savoir » aux travailleurs. Dans ce cadre nous luttons pour le contrôle des facs par les étudiants, les profs et les travailleurs, et pour l'abolition de l'administration !



Le Bolchévik

Collecte pour la caisse de grève des ouvriers de PSA Aulnay, organisée par la LTF avec des grévistes à la fac de Paris 8 le 14 mars

La politique de collaboration des réformistes à la JCR/UEC (Union des étudiants communistes) avec l'administration capitaliste à Paris 8 était également derrière leur refus systématique pendant la lutte contre le CPE de soumettre au vote dans les AG une motion que nous présentions pour la défense des jeunes des banlieues, visés par la campagne raciste du gouvernement contre les «casseurs». Cette capitulation a pavé la voie à l'attaque des sans-papiers le 23 décembre. Les sans-papiers avaient décidé d'investir la fac après s'être fait virer des locaux d'une piscine à Saint-Denis par la mairie PCF. Ce dont les étudiants de l'UEC ne se sont pas vantés ! Faut-il aussi rappeler l'expulsion des Roms de Saint-Denis par la mairie PCF début 2005 ?

Si le gouvernement a finalement retiré le CPE, ce n'est pas parce que le CA a voté la motion vantée par les JCR, mais parce que la classe ouvrière s'est jointe à la lutte des étudiants. C'est la classe ouvrière qui a la puissance sociale pour faire reculer le gouvernement en cessant le travail, et par là en fermant le robinet des profits : c'est vers elle que les étudiants doivent se tourner. Beaucoup d'étudiants étaient déçus que la lutte s'arrête après le retrait du CPE alors qu'était maintenu le reste de la loi raciste dite d'égalité des chances. C'est que les bureaucrates syndicaux étaient contents d'en rester là. Les directions réformistes de la classe ouvrière, PS et PC, avec à leur traîne les sociaux-démocrates de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), cherchaient seulement à canaliser cette lutte vers les élections d'avril prochain, afin de porter au gouvernement capitaliste un nouveau front populaire, c'est-à-dire une alliance de collaboration de classes avec des partis bourgeois (chevènementistes, Verts...). Nous nous opposons par principe à soutenir ce type d'alliance *bourgeoise*. **Non à un nouveau gouvernement Royal- Buffet, qui une fois de plus attaquera les ouvriers et les immigrés !**

S'opposer à la collaboration de classes est quelque chose d'étranger à la LCR. D'ailleurs aujourd'hui, bien que la LCR dise, contrairement au PC, qu'elle refuse catégoriquement toute alliance avec le PS, elle s'apprête en fait à voter Royal au deuxième tour : «Puisqu'il faut être le plus clair possible, nous rappelons qu'il n'y a, chez nous, aucune tentative de renvoyer gauche et droite dos à dos. Virer la droite en 2007 est pour nous une mesure de salubrité publique» (*Rouge*, 16 novembre). Si Royal gagne, la LCR aura sa part de responsabilité pour les attaques qui suivront.

Comme la LCR, Lutte ouvrière (LO) n'a aucun scrupule à

envisager de voter pour une coalition bourgeoise, comme l'avoue le document de leur récente conférence nationale (*Lutte de Classe*, décembre-janvier) : «nous ne savons ce que nous ferons ou dirons au deuxième tour». Entre autres «nuances», il y a la possibilité pour LO que «nous appellerons à voter pour lui (ou pour elle)», à savoir «le candidat de gauche». Le choix de LO (majorité et minorité) sera explicitement déterminé par des considérations opportunistes, suivant leur perception de la popularité ou non du front populaire de Royal-Chevènement-Buffet comme moindre mal face à Sarkozy et Le Pen.

L'appel signé par LO à faire cesser les violences des jeunes quand les banlieues étaient assiégées par les flics en

novembre 2005 (ce qu'ils ont qualifié ensuite «d'ânerie bien sûr, mais mineure» !); le fait qu'ils aient alimenté la campagne raciste contre les «casseurs» pendant la lutte contre le CPE, en organisant des cordons sanitaires musclés par exemple, notamment sur la fac; ou encore leur soutien à la loi raciste qui exclut des lycées les jeunes femmes qui portent le voile, cette politique-là dément les prétentions d'Arlette Laguiller sur les panneaux publicitaires à être «dans le camp des travailleurs».

La stigmatisation des jeunes, souvent français, d'origine africaine et maghrébine, sert à diviser et à affaiblir la classe ouvrière. L'oppression raciale est indispensable au maintien du capitalisme français et ne se résoudra pas par des réformes appropriées de l'éducation comme le prétend Lutte ouvrière (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 176) mais par le renversement de l'Etat capitaliste raciste qui est la principale et véritable source de violence.

Mais ces jeunes ne sont pas seulement des victimes. Souvent ils travaillent dans des secteurs industriels stratégiques comme dans la construction automobile à Citroën Aulnay par exemple. Il y a des étudiants à Paris 8 qui travaillent sur l'aéroport de Roissy et c'est là qu'ils acquièrent un véritable poids social, en tant que travailleurs. Les étudiants, même s'ils peuvent déployer une énergie et une combativité impressionnantes et être l'étincelle d'une lutte – on l'a vu pendant le CPE – n'ont pas, en tant que tels, de pouvoir social mais doivent s'allier à la puissance du prolétariat.

La chasse aux sorcières contre 72 bagagistes de Roissy, dont la plupart sont musulmans et qui, visés comme «terroristes» potentiels, se sont vu retirer leur badge, est une attaque raciste qui vise à terroriser le prolétariat multi-ethnique qui se syndique et peut *paralyser* une plateforme stratégique pour la bourgeoisie impérialiste française aux niveaux économique et militaire. **Réintégration de tous les travailleurs visés par les lois sécuritaires répressives de Jospin et Sarkozy ! A bas Vigipirate ! A Cachan, à Paris 8 ou ailleurs, à bas les rafles et les expulsions racistes ! Il faut stopper les déportations !**

La classe ouvrière doit rompre avec ses dirigeants traîtres, elle a besoin d'une direction révolutionnaire, indépendante de la bourgeoisie et qui lutte contre toutes les formes d'oppression. Seule la révolution socialiste mettra un terme aux discriminations et à la terreur raciste ! C'est pour construire cette direction que nous luttons dans la LTF. ■

1987-2007 : Vingt ans de répression

Pour des actions lutte de classe pour la libération immédiate des militants d'Action directe !

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration du Comité de défense sociale publiée à l'occasion du vingtième anniversaire de l'incarcération des dirigeants d'Action directe (AD). La déclaration a été distribuée lors d'une conférence de presse organisée par Défense active le 26 février à Paris pour exiger la libération immédiate des militants d'Action directe.

Un représentant de la Ligue trotskyste y est intervenu également pour la libération de ces militants emprisonnés ; il a ajouté que c'est un crime que les militants d'AD, prisonniers de la guerre de classe, aient passé un seul jour en prison. Notre représentant a dénoncé la porte-parole présente du PCF, Catherine Vieu-Charier, sur la base de son interview parue le jour même dans *l'Humanité*, où elle disait des militants d'AD : « ils ont été sanctionnés et il n'y a rien à y redire. Maintenant, la justice est passée. » Le déroulement de la conférence de presse a clairement montré que l'objectif principal d'organisations comme le PC et la LCR était de redorer le blason « démocratique » du système judiciaire français. Vieu-Charier a dénoncé le fait que la population carcérale en France soit composée en majorité de pauvres et d'immigrés, mais elle ne parlait pas seulement des prisonniers : elle a poursuivi en regrettant que les matons – les gardiens d'Action directe – soient aussi trop souvent pauvres et immigrés ! Quelle que soit leur origine ethnique ou sociale, quel que soit l'argent qu'ils touchent pour leur sale besogne, les matons, tout comme les flics, font partie de l'appareil répressif de l'Etat capitaliste raciste **contre** les travailleurs et ceux qui luttent contre l'oppression. **Flics, vigiles et matons, hors des syndicats !**

Ensuite, en évoquant le cas de Maurice Papon, Vieu-Charier a déclaré qu'il n'est pas « honorable pour une démocratie » comme la France de faire le tri parmi ceux qu'elle choisit de libérer. Christian Picquet, de la LCR, lui a fait écho en se lamentant que la « justice » doit respecter « l'égalité » ! Le fait que Nathalie Ménigon et ses camarades soient toujours dans l'enfer de la prison – souvent en isolement et fréquemment conduits à mener des grèves de la faim pour protester contre leurs conditions d'incarcération – est en lui-même un exemple frappant de la nature de classe de la justice bourgeoise française. Papon lui-même a envoyé dans les camps de la mort des milliers de Juifs pour le compte de l'Etat français de Vichy, avant de sévir à la préfecture de Constantine pendant la guerre d'Algérie sous la Quatrième République, puis sous la Cinquième comme préfet de police de Paris le 17 octobre 1961, lors du massacre de centaines d'Algériens. En prétendant que la justice capitaliste devrait et pourrait traiter impartialement le criminel de masse bourgeois Papon et les militants d'Action directe, la LCR et le PCF cherchent simplement à renforcer la légitimité de la justice bourgeoise. **Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes !**

Au milieu des manifestations de compassion pour la « justice » de la bourgeoisie lors de la conférence de presse, des lettres de militants emprisonnés d'Action directe ont été lues à voix haute. Ces lettres étaient un fier geste de défi à la bourgeoisie vindicative qui depuis vingt ans essaie de briser leurs convictions révolutionnaires. Leurs lettres prenaient entre autres la défense des jeunes des banlieues. Malgré notre opposition politique à la stratégie du terrorisme individuel d'AD, le porte-parole du *Bolchévik* a repris une remarque de la déclaration du 21 janvier de Ménigon, Rouillan et Cipriani, que ce sont des gouvernements de droite comme « de gauche » qui les ont maintenus en prison. Notre camarade faisait remarquer qu'un nouveau front populaire dirigé par Ségolène Royal continuerait la guerre de classe de la bourgeoisie, avec ou sans la participation de Marie-George Buffet, et un gouvernement de front populaire davantage « à gauche », avec ou sans la participation d'Olivier Besancenot, ferait de même. Et l'Etat bourgeois persécute ceux qu'il perçoit comme ses ennemis, y compris à l'occasion quand ils n'ont rien fait d'« illégal » : notre camarade est intervenu également sur le cas de Mumia Abu-Jamal, un homme innocent victime d'une machination policière, persécuté pour ses opinions politiques (voir notre article page 32). Comme le disait notre représentant pour conclure, il faut poursuivre la lutte pour la libération des militants d'Action directe, dans le cadre d'une lutte pour organiser une révolution socialiste, pour préparer un avenir communiste.

Comité de Défense sociale

25 février – Le 26 février marque la vingtième année d'incarcération pour Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, dirigeants d'Action directe. Joëlle Aubron, brisée physiquement par plus de vingt ans de vendetta répressive de l'Etat et par une résistance courageuse marquée par de longues grèves de la faim, est décédée en mars 2006 à l'âge de 46 ans seulement. **Nous exigeons la libération immédiate de ses proches camarades Ménigon, Rouillan et Cipriani, ainsi que de Régis Schleicher, Georges Ibrahim Abdallah et des centaines d'autres prisonniers de la guerre de classe encore incarcérés – dont beaucoup de militants corses et basques.**

C'était le gouvernement de front populaire de Mitterrand (élu peu avant en 1981 par presque tous les courants de la gauche, y compris la LCR et LO) qui avait interdit Action directe en août 1982. L'arrestation de la direction du groupe en 1987 a ensuite donné lieu à une série de procès politiques



sans crédit

Joëlle Aubron (1959-2006) n'a été libérée, malade, qu'en 2004, alors que les médecins ne lui donnaient que quelques mois à vivre.

à grand spectacle qui visaient l'ensemble du mouvement ouvrier français, à une époque d'austérité accrue en France et d'aventures impérialistes sanglantes à l'étranger. Le traitement infligé à Action directe a montré de façon répétée la vraie nature des « valeurs républicaines » tant vantées de l'Etat français. Lors du procès de 1988, Nathalie Ménigon, qui était en grève de la faim depuis plus de deux mois, était par moments à même le sol dans le tribunal, sous perfusion, à moitié inconsciente, alors que l'accusation poursuivait sa chasse aux sorcières. Des années plus tard, et après deux embolies cérébrales qui l'ont laissée partiellement paralysée, Nathalie se voit toujours refuser sa libération, de même que ses compagnons qui ont aussi de sévères problèmes de santé. Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes pour la classe ouvrière et pour ceux qui prennent le côté de celle-ci. La « justice » et la « clémence » sont des notions réservées aux serviteurs et complices loyaux de la bourgeoisie, comme Bousquet, Papon et ceux qui les ont suivis.

Lors des procès de 1988, la Ligue trotskyste de France, dont le CDDs est en accord avec les conceptions politiques, écrivait : « Le mouvement ouvrier doit arracher les militants d'Action directe à la prison et à la mort. [...] En s'acharnant sur un groupe opposé à son régime d'exploitation, en bafouant de façon provocatrice les droits démocratiques élémentaires, en jouant cyniquement avec la vie de ces prisonniers de classe, la bourgeoisie cherche à terroriser quiconque se réclame de la lutte anticapitaliste et elle se donne, pour plus tard, des armes pour une répression anti-ouvrière plus large » (*le Bolchévik* n° 81, mars 1988).

Action directe s'est surtout consacrée, pendant ses années d'activité, à des attaques à la bombe et des mitraillages visant des institutions capitalistes et militaires françaises et israéliennes, ainsi que les agents de celles-ci. Les marxistes s'opposent au terrorisme individuel en tant que stratégie politique, même lorsque ce terrorisme découle d'impulsions sincères, quoique erronées, basées sur l'antiracisme ou l'anti-impérialisme, comme le montrent leurs cibles visant l'appareil répressif de l'Etat. Ces actions individuelles, quelque héroïques qu'elles puissent être dans certaines circonstances, s'opposent à la lutte de classe prolétarienne et entravent la conscience dont a besoin la classe ouvrière pour se placer à la tête des opprimés dans une lutte révolutionnaire pour renverser le système capitaliste impérialiste. Comme l'écrivait Trotsky dans son article de 1911 à propos des terroristes populistes de gauche à la fin de l'empire tsariste : « A nos yeux la terreur individuelle est inadmissible précisément parce qu'elle rabaisse le rôle des masses dans leur propre

conscience, les fait se résigner à leur impuissance, et leur fait tourner les yeux vers un héros vengeur et libérateur qui, espèrent-ils, viendra un jour et accomplira sa mission. »

En même temps les marxistes font la distinction entre des attaques visant des installations militaires ou étatiques, et celles qui visent de façon indiscriminée des civils, comme l'attaque du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center dans laquelle des milliers de personnes – des travailleurs blancs, noirs, hispaniques et immigrés de nombreuses nationalités – ont été assassinés. Ceux qui font de telles attaques, ou d'autres comme le mitraillage et l'attaque à la grenade en 1982 contre le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers dans le vieux quartier juif du Marais à Paris, où six personnes avaient été tuées et 22 blessées, partagent au fond la vision du monde des capitalistes au pouvoir, dans la mesure où ils identifient les masses travailleuses avec leurs exploiters et leurs oppresseurs capitalistes.

En dépit de notre opposition politique à la stratégie du terrorisme, qui ne peut pas se substituer à la mobilisation dans la lutte de la puissance sociale de la classe ouvrière, le CDDs en France, ainsi que notre organisation sœur aux USA, le Partisan Defense Committee, et nos autres organisations de défense légale et sociale lutte de classe dans le monde, ont toujours défendu les personnes et les organisations victimes de la répression pour avoir mené des attaques contre l'ennemi de classe, y compris le Weather Underground aux Etats-Unis, la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne de l'Ouest, et Autonomie ouvrière et les Brigades rouges en Italie.

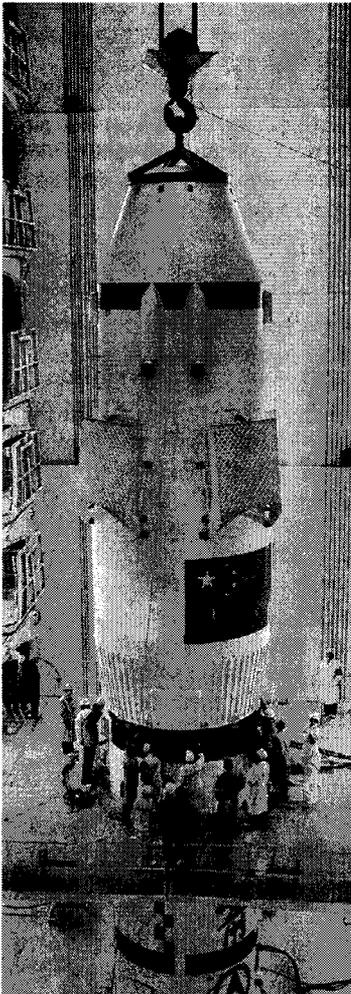
En ce vingtième anniversaire de l'incarcération d'Action directe, nous exprimons aussi notre solidarité envers d'innombrables autres militants emprisonnés pour s'être opposés à l'oppression capitaliste. En Espagne, Iñaki de Juana Chaos, prisonnier politique de l'ETA, est aujourd'hui en danger de mort après plus de trois mois de grève de la faim. Les autorités espagnoles l'ont attaché à son lit d'hôpital et alimenté de force. De Juana, qui devait être libéré en 2004, a été à nouveau inculpé par le gouvernement « socialiste » de Zapatero pour avoir soi-disant proféré des « menaces terroristes » depuis sa cellule, et il a été à nouveau condamné à 12 ans et 7 mois de prison, une sentence qui a été au début du mois réduite à trois ans du fait de protestations croissantes. Ici en France nous exigeons la libération de tous les militants basques et nous sommes pour le droit d'autodétermination du peuple basque – c'est-à-dire le droit à la sécession des Etats bourgeois français et espagnol et le droit d'avoir son propre Etat national. Ailleurs aussi nos camarades font activement campagne contre la répression capitaliste ; en Allemagne aujourd'hui nos camarades exigent la libération immédiate des prisonniers politiques de la RAF encore emprisonnés : Christian Klar, Eva Haule, Brigitte Mohnhaupt et Birgit Hogefeld. Et en Italie nous sommes pour la libération immédiate de tous ceux qui ont été arrêtés lors de la dernière rafle anticommuniste, une opération montée par le gouvernement « de gauche » de Prodi et Rifondazione comunista le 12 février ; nous sommes aussi pour la libération de tous les autres prisonniers de la guerre de classe maintenus dans les geôles italiennes. Et nous défendons de même de nombreux autres groupes, de la Turquie à Israël, à l'Afrique du Sud et ailleurs.

Nous cherchons aussi à élargir à nouveau maintenant les mobilisations internationales d'urgence pour Mumia Abu-Jamal. Mumia, un opposant déterminé de la terreur d'Etat raciste US, a été condamné à mort en 1982 ; les flics et les tribunaux de Philadelphie avaient concocté de fausses

Suite page 26

Pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine !

Les tests d'armements chinois piquent au vif les impérialistes



Chinapix

Le développement technologique de la Chine est crucial pour sa défense militaire. Ci-dessus : le vaisseau spatial Shenzhou, un élément du programme de vols spatiaux habités. Ci-dessous : défilé militaire sur la place Tiananmen.



DPA

Le 11 janvier, un missile chinois percutait un vieux satellite météorologique chinois, quelque 800 kilomètres au-dessus du centre spatial de Xichang. Cet exercice représentait une avancée significative dans la capacité de l'Etat ouvrier déformé chinois à se défendre contre une première frappe nucléaire de l'impérialisme américain. La menace d'une telle attaque s'est accrue avec les plans de Washington pour le déploiement, dans la partie asiatique du Pacifique, d'un « système de défense antimissile » utilisant des satellites.

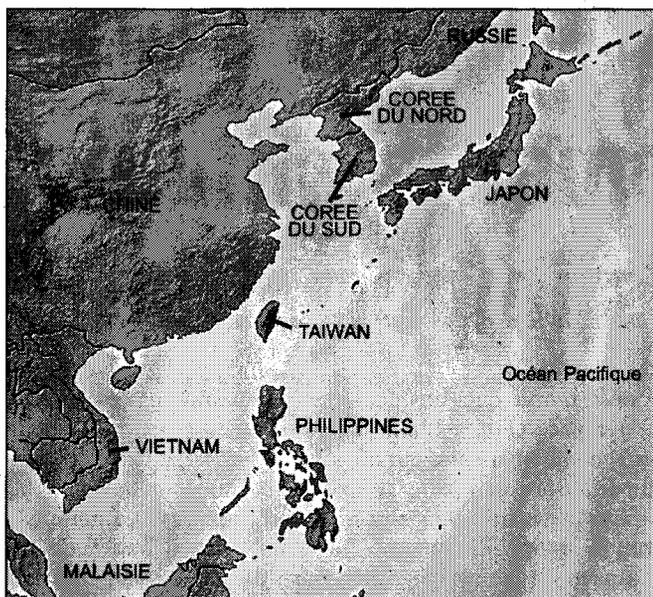
Les gouvernements américain, britannique et japonais ont poussé de hauts cris après ce test réussi. Avec un sacré culot, un porte-parole du Conseil national de sécurité de Bush a déclamé que « Le développement et le test de telles armes par la Chine est incompatible avec l'esprit de

coopération auquel nos deux pays aspirent dans le domaine de l'espace civil. » L'écrasante puissance militaire du gouvernement américain, qui dépasse de loin celle de ses rivaux impérialistes, sans parler de celle de la Chine, inclut une militarisation générale de l'espace. En octobre dernier, l'administration a dévoilé une nouvelle « politique nationale de l'espace » (contresignée par Bush deux mois auparavant) proclamant le droit unilatéral de Washington à « interdire, si nécessaire, aux adversaires l'utilisation de capacités spatiales hostiles aux intérêts nationaux américains ». En fait, cette politique vise principalement à empêcher la Chine de développer des armes antisatellites.

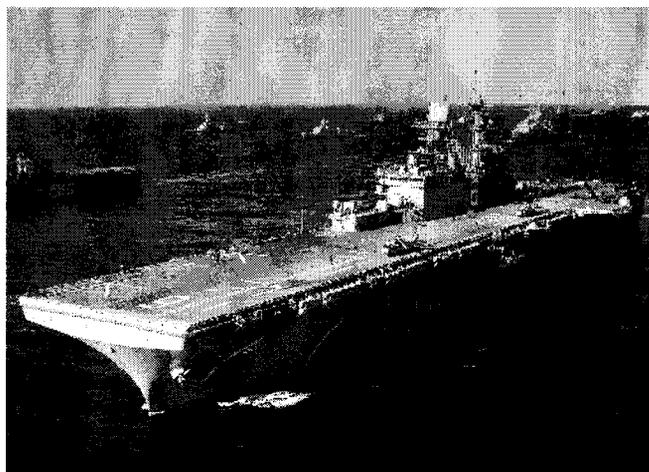
Derrière le battage impérialiste sur une mythique « agression » chinoise se cache un vrai problème militaire. La machine de guerre américaine est devenue très dépendante d'un vaste réseau de satellites pour le renseignement, les communications, la navigation et la précision des tirs. Les Etats-Unis possèdent ou contrôlent plus de la moitié des 845 satellites commerciaux et militaires actifs actuellement en orbite. Des dizaines d'entre eux opèrent sur des orbites basses similaires à celle du satellite chinois Fengyun 1C qui vient d'être détruit. D'après *Aviation Week and Space Technology* (21 janvier), qui a révélé le test antisatellite chinois, l'armée chinoise peut maintenant « menacer de façon crédible les satellites de reconnaissance et d'imagerie et d'autres satellites mis en œuvre par les Etats-Unis, le Japon, la Russie, Israël et l'Europe ». En outre, selon un responsable américain, la Chine a récemment « flashé » des satellites américains avec un laser terrestre, ce qui révèle sa capacité potentielle de les mettre hors service. Sur des orbites nettement plus hautes se trouvent les satellites du Global Positioning System du Pentagone, un réseau vital, et d'autres engins spatiaux.

La Ligue communiste internationale (LCI), dont la Spartacist League/U.S. est la section américaine, se prononce pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine et des autres Etats ouvriers bureaucratiquement déformés, la Corée du Nord, le Vietnam et Cuba, contre les agressions impérialistes et la contre-révolution intérieure. Nous soutenons le développement par la Chine et la Corée du Nord d'armes nucléaires et de vecteurs permettant de les utiliser, en raison de leur rôle essentiel pour la défense de ces Etats ouvriers. La force atomique chinoise, qui aligne environ 200 têtes nucléaires et probablement une vingtaine de missiles balistiques intercontinentaux capables d'atteindre les Etats-Unis, constitue une dissuasion contre les meurtriers génocidaires américains qui en 1945 ont transformé Hiroshima et Nagasaki en champs de ruines radioactives.

La Chine est depuis la Guerre de Corée une cible de l'arsenal atomique américain, qui compte actuellement environ 10 000 têtes nucléaires. Pendant plusieurs décennies, la force nucléaire de l'Union soviétique a dissuadé les impérialistes



Le Bolchévik



U.S. Navy

Un navire de débarquement américain participe à un exercice naval sous commandement US près d'Hawaï en juillet 2006. L'expansion militaire américaine dans la région Pacifique menace la Chine.

de lancer leurs bombes meurtrières. Depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992, Washington a redirigé une bonne partie de ses forces stratégiques vers la cible chinoise, le plus puissant des derniers pays où le capitalisme a été renversé. Les forces spatiales du Pentagone sont conçues pour garantir sa capacité de première frappe en anéantissant toute riposte.

Il convient de noter que les récents tests d'armements auxquels ont procédé la Chine et la Corée du Nord ont été menés alors que les Etats-Unis sont enlisés dans leur occupation meurtrière de l'Irak. D'ailleurs, la principale objection du Parti démocrate à la politique irakienne de Bush est qu'elle détourne les ressources de cibles stratégiquement plus importantes, comme la Chine.

En même temps, les Etats-Unis ont entrepris d'encercler la Chine sous couvert de lutte contre le « terrorisme ». Pékin a traîtreusement rejoint la « guerre contre le terrorisme » des impérialistes au nom de la préservation de ses rapports économiques avec les Etats-Unis. Ceux-ci ont maintenant des installations militaires en Asie centrale, sur le flanc ouest de la Chine, et ils ont renforcé leur présence militaire aux Philippines. L'administration Bush a conclu l'année dernière un pacte nucléaire avec l'Inde, et en 2005 elle a renoué ouvertement des relations militaires avec l'Indonésie. En Australie, qui joue depuis longtemps le rôle de partenaire subordonné des opérations planétaires du Pentagone, d'immenses bases américaines sont en construction à Bradshaw et à Yampin Sound.

La Chine dans le collimateur des impérialistes

La Révolution chinoise de 1949 a renversé le pouvoir des capitalistes et des propriétaires terriens, et arraché le pays le plus peuplé du monde aux griffes des puissances impérialistes qui tenaient depuis longtemps la Chine sous leur férule. Bien que déformée dès l'origine par le pouvoir d'une bureaucratie stalinienne parasite, la Révolution chinoise a jeté les bases de la collectivisation de l'économie, avec comme résultat un immense progrès social pour les ouvriers, les femmes et les paysans. La destruction de l'Etat ouvrier chinois est un objectif stratégique pour les puissances capitalistes qui voudraient transformer la Chine en une vaste zone d'exploitation sans limite pour y faire des superprofits. A la poursuite de la

contre-révolution, les impérialistes accroissent leur pression militaire contre la Chine, et en même temps approfondissent leur pénétration économique du pays en profitant des « réformes de marché » de Pékin.

La défense des Etats ouvriers contre l'impérialisme est sapée par le pouvoir des bureaucraties stalinienne nationaliste, dont la politique est résumée dans le dogme de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Les staliens sont contre la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, et poursuivent à la place la quête futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Un exemple criant est le partenariat traître de Pékin avec les Etats-Unis, le Japon et d'autres puissances pour essayer de désarmer la Corée du Nord. Après le test nucléaire réussi par la Corée du Nord en octobre dernier, la Chine, de façon criminelle, a voté des sanctions contre Pyongyang au Conseil de sécurité de l'ONU.

La bureaucratie stalinienne chinoise a joué un rôle non négligeable dans la destruction de l'Union soviétique, qui était le bastion industriel et militaire du monde non capitaliste. A la suite de la brouille entre Moscou et Pékin qui a commencé à la fin des années 1950, Mao Zedong a cherché à conclure une alliance avec l'impérialisme américain contre l'Union soviétique. Cette alliance a été scellée quand Mao a rencontré le Président américain républicain Richard Nixon en 1972, alors que les bombes américaines pleuvaient sur le Vietnam et le Cambodge. En 1979, quatre ans seulement après la victoire des héroïques ouvriers et paysans vietnamiens, la Chine, dirigée par Deng Xiaoping, a envahi le Vietnam, tirant les marrons du feu pour l'impérialisme américain. Cette alliance permit aux Etats-Unis, sous Ronald Reagan, d'ajouter à leur arsenal antisoviétique la plus grande partie des armes nucléaires auparavant braquées contre la Chine, en même temps qu'elle immobilisait en Extrême-Orient une quantité significative de forces soviétiques.

Après la disparition de l'URSS, la Chine s'est trouvée une fois encore dans le collimateur de Washington. Une directive signée par le Président démocrate Clinton en 1997 élargissait la liste des cibles nucléaires du Pentagone en Chine. Depuis qu'il a rendu public en 2001 un « bilan de situation nucléaire » qui incluait la Chine parmi sept pays visés par d'éventuelles attaques nucléaires, le Pentagone, d'après la Federation of American Scientists, a positionné dans le Paci-

fique cinq sous-marins nucléaires porteurs d'environ 720 têtes nucléaires, dont certains armés de missiles Trident II ultramodernes.

Poursuivant leurs propres ambitions, les impérialistes japonais, qui avaient colonisé avec brutalité la Corée en 1910 et occupé la plus grande partie de la Chine avant la Deuxième Guerre mondiale, se sont lancés dans un programme d'expansion militaire dont les principales cibles sont la Corée du Nord et la Chine. Le 9 janvier, le gouvernement de Shinzo Abe a rétabli, pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, un Ministère de la « Défense » à part entière, avec toute autorité pour déployer l'armée outre-mer. C'est un pas significatif vers la mise au rebut de l'Article 9 de la constitution de l'après-guerre imposée par les Etats-Unis – depuis longtemps violé en pratique – qui interdit au Japon d'entretenir une force militaire. D'après le *Japan Times* (22 décembre 2006), le Japon et les Etats-Unis ont signé en décembre dernier un accord « pour l'échange de données topographiques mondiales détaillées – une initiative qui vise apparemment à partager des informations spécifiquement sur la Corée du Nord et la Chine ». Le Japon se prépare aussi à lancer ce mois-ci un quatrième satellite-espion qui complètera son système de surveillance mondiale.

Le point où s'exerce le plus directement la pression militaire impérialiste sur Pékin est [l'île] capitaliste de Taïwan vers laquelle la bourgeoisie vaincue, sous le commandement du généralissime Chiang Kai-shek, un tueur sanglant, a fui la Révolution de 1949. En février 2005, les Etats-Unis et le Japon ont publié une déclaration politique commune qui déclarait que Taïwan était une « question de sécurité mutuelle » et annonçait un repositionnement de leurs forces militaires, notamment le déploiement régional de systèmes antimissiles balistiques. En réponse à ces dangereuses provocations, la Spartacist League/U.S. et le Groupe spartaciste du Japon avaient publié une déclaration commune affirmant :

« Depuis la Révolution chinoise de 1949, d'où est issu l'Etat ouvrier déformé chinois, Taïwan est pour l'impérialisme américain un poste avancé de ses menées contre-révolutionnaires, de ses menaces militaires et de ses ingérences dans les affaires

intérieures chinoises, par l'intermédiaire de la bourgeoisie chinoise fantoche. Taïwan fait depuis très longtemps partie intégrante de la Chine et nous, trotskystes, serons aux côtés de la Chine en cas de conflit militaire avec l'impérialisme sur la question de Taïwan. »

– *Workers Vanguard* n° 844, 18 mars 2005

On annonce maintenant qu'en février, les Etats-Unis et le Japon discuteront d'un « plan opérationnel commun pour leurs armées » pour la défense de Taïwan (*Japantoday.com*, 4 janvier).

Pékin tend la main à la bourgeoisie de Taïwan en préconisant sa réunification avec la Chine selon la formule « un pays, deux systèmes ». Le régime stalinien nationaliste s'engage ainsi à préserver le capitalisme sur l'île, comme il l'a fait à Hongkong après le retour de cette ex-colonie britannique sous contrôle chinois en 1997. En opposition aux staliens et aux forces réactionnaires qui appellent à l'indépendance de Taïwan, la LCI appelle à la réunification révolutionnaire de la Chine : une *révolution socialiste* pour exproprier les capitalistes taïwanais, et une *révolution politique ouvrière* pour chasser la bureaucratie de Pékin et instaurer un régime de démocratie ouvrière et d'internationalisme révolutionnaire.

La politique spatiale actuelle de Washington s'oppose aux traités proposés par la Chine et la Russie pour interdire « l'introduction d'armes dans l'espace ». L'administration Bush a clairement l'intention d'y introduire beaucoup plus d'armes encore. Les démocrates, l'autre parti de l'impérialisme américain, et des porte-voix bourgeois comme le *New York Times* préconisent un traité sur les armes spatiales qui serait pour eux un meilleur moyen de limiter les capacités de la Chine et de protéger l'avantage américain. Edward Markey, le co-président démocrate du comité spécial de la Chambre des représentants sur la non-prolifération, déclarait le 20 janvier que « les satellites américains sont le ventre mou de notre sécurité nationale, et il est urgent que le Président Bush entreprenne de garantir leur protection en prenant l'initiative d'un accord international pour interdire le développement, les essais et le déploiement d'armes spatiales et de systèmes antisatellites. »

Pour défendre et étendre les acquis de la révolution sociale en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba, il faut lutter pour la révolution prolétarienne dans les centres impérialistes. La défense des derniers Etats ouvriers contre l'impérialisme et la contre-révolution est essentielle pour mobiliser le prolétariat, aux Etats-Unis et au Japon, contre ses propres exploiters. Chaque avancée dans les capacités militaires des Etats ouvriers fait gagner du temps au prolétariat international. C'est seulement quand des révolutions ouvrières mettront les capacités technologiques et industrielles avancées des pays développés au service d'une économie planifiée internationale que l'on aura jeté la base d'une société socialiste d'abondance matérielle. Dans ce but, la LCI lutte pour construire des partis trotskystes révolutionnaires, éléments d'une Quatrième Internationale reforgée.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 885, 2 février 2007

Spartacist n° 7 en chinois

Le stalinisme : fossoyeur de la révolution

Comment l'Etat ouvrier soviétique a été étranglé

Révolution socialiste pour balayer la contre-révolution d'Eltsine !
(Novembre 1992)

Pour la planification centralisée basée sur la démocratie des soviets ! (Juin 1988)

A bas l'alliance contre-révolutionnaire USA/Japon ! Défense des Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen !

Déclaration commune du Groupe spartaciste du Japon et de la Spartacist League/U.S. (Mars 2005)

Commande : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Prix : 1 euro



Elections...

Suite de la page 1

discréditée par sa collaboration avec les nazis), puis en Mai 68 (il a vendu la grève générale pour... 6 % d'augmentation de salaires et de nouvelles élections). Deuxièmement la possibilité pour l'impérialisme français, qui s'appuyait encore sur son ex-empire colonial, d'avoir une posture indépendante, de laquelle l'impérialisme américain s'accommodait sur la base qu'il était préférable que certains pays fassent des affaires et des discours avec de Gaulle ou Mitterrand plutôt que de se retrouver des satellites de Moscou.

Avec la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992 cette période est définitivement révolue : le PC n'est plus que l'ombre de ce qu'il était, et les rivalités inter-impérialistes se sont considérablement aiguisées, obligeant chaque bourgeoisie nationale à attaquer encore plus les travailleurs pour augmenter le taux de profit et survivre dans un climat de concurrence exacerbée entre les trusts. Sarkozy va d'une part réduire les ambitions de la politique extérieure de l'impérialisme français pour la mettre plus en accord avec son rang de puissance de troisième ordre, et d'autre part il va falloir qu'il casse les reins de la classe ouvrière organisée. Il promet de s'en prendre dès son élection au bastion le plus fort de la classe ouvrière, les cheminots, qui avaient fait dérailler la chiraque en 1986 puis en décembre 1995, il veut y interdire le droit de grève et faire avancer la privatisation de la SNCF ainsi que la destruction des régimes spéciaux de retraite, qui sont plus avantageux pour les travailleurs. Derrière, c'est toute la classe ouvrière qui est visée.

Royal, Buffet, Chevènement, ou comment faire un nouveau front populaire avec du vieux

Pourtant, il n'y a aucun choix pour les travailleurs dans ces élections. Il faut se défaire des illusions dans Royal colportées par la « gauche » et la « gauche de la gauche » sous couvert de « moindre mal » par rapport à Sarkozy. Royal ne représente pas les intérêts des travailleurs. Le bloc derrière Royal et Buffet constitue un « front populaire », c'est-à-dire un bloc politique, sur la base d'un programme de gestion du capitalisme, avec des partis bourgeois comme celui de Christiane Taubira, celui de Jean-Pierre Chevènement, etc. Selon des sources aussi diverses que *le Figaro*, *l'Humanité* (10 janvier)

ou *Rouge*, le PCF a passé un accord avec le PS pour essayer de sauver son groupe parlementaire – et les financements publics qui vont avec, et sans lesquels l'appareil du PC s'effondrerait ; l'accord n'est pas officiel pour donner le change aux militants que Buffet ne veut pas rééditer l'expérience de 1997 et pour qu'ainsi elle puisse ratisser à gauche... pour le compte de Royal.

Royal et Buffet, tout comme leurs alliés bourgeois Chevènement et Voynet, ont été ministres de Jospin qui a renforcé Vigipirate, privatisé Air France et un grand nombre d'autres entreprises comme aucun gouvernement de droite auparavant, renforcé le flicage des organisations d'aide aux sans-papiers, participé aux bombardements de l'OTAN contre la Serbie en 1999, et fait passer après le 11 septembre 2001 la loi sur la sécurité quotidienne qui a servi de modèle à Sarkozy. Dans sa grande prestation télévisée du 19 février, Royal a promis non seulement un renforcement de la police de proximité pour mieux harceler au quotidien les jeunes des banlieues, et la militarisation de l'encadrement des jeunes, elle a de plus promis l'ouverture des commissariats de banlieue 24 heures sur 24 et la création de véritables prisons de proximité, qu'elle a appelées des « internats » où seraient enfermés les jeunes enlevés d'office à leurs parents soi-disant « défaillants ».

D'apporter le moindre soutien à Ségolène Royal en votant pour son programme au premier ou au deuxième tour est en contradiction avec les intérêts du prolétariat comme classe opposée à la bourgeoisie : c'est le prolétariat qui produit la plus-value dans les usines, sur laquelle repose le fonctionnement du système capitaliste – et de ce fait seul le prolétariat a la puissance sociale et l'intérêt historique pour renverser ce système. Nous avons toujours refusé de donner le moindre soutien, même féroce critique, à un parti ouvrier qui se trouve dans un front populaire, car il se présente alors dans une alliance *bourgeoise*, et de soutenir une composante de celle-ci c'est soutenir la bourgeoisie en effaçant la ligne de classe. Si le PC ou le PS, qui sont des partis ouvriers réformistes, se présentaient indépendamment de tout parti bourgeois, ce qui paraît difficile à imaginer en ce moment tant la collaboration de classes est une seconde nature pour eux, ils seraient du coup plus vulnérables à la pression de leur base. Encore aujourd'hui les militants du PC nous disent que les ministres PCF sous Jospin il y a dix ans, dont Buffet, avaient fait le maximum, mais qu'ils étaient limités par Chevènement, ou par les autres partis : l'alliance de front populaire sert ainsi aux partis ouvriers réformistes à cacher leur propre trahison.

LO et la LCR, tout en évitant de dire ouvertement pour qui ils voteront au deuxième tour des élections, disent pour la LCR qu'il faut « virer la droite en 2007 » (*Rouge*, 16 novembre 2006), et pour Lutte ouvrière, ils ont adopté à 97 % des voix lors de leur dernière conférence (voir *Lutte de Classe*, décembre 2006) un document disant notamment : « Il ne faudrait pas que l'électorat populaire puisse reprocher à notre campagne d'avoir fait perdre la gauche », et envisageant explicitement, entre autres possibilités, « que nous appellerons à voter pour lui (ou pour elle) » (le « candidat de gauche »). Ils peuvent faire toutes les dénégations qu'ils veulent, LO et LCR servent ainsi de rabatteurs pour le vote Royal, alors que le front populaire est le moyen principal de la collaboration de classes dans ce pays pour enchaîner les travailleurs au maintien du joug capitaliste. Et LO et LCR font disparaître le fait que Royal se présente sur la base que sa politique sécuritaire raciste est plus efficace que celle de Sarkozy. Jospin avait déjà joué de ce registre en 2002, et il avait ainsi offert à Le Pen une place au deuxième tour des présidentielles.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Que les partis ouvriers réformistes, comme le PS et le PCF, cherchent à faire des alliances avec des partis bourgeois, cela découle de leur perspective de gérer le capitalisme. Mais il est impossible de gérer le capitalisme pour le compte des travailleurs ; les travailleurs en ont fait l'amère expérience sous Mitterrand et Jospin. Pour satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière, il faut en réalité une révolution ouvrière où sera détruit l'Etat capitaliste et instauré le pouvoir des travailleurs, la « dictature du prolétariat » contre la résistance de la bourgeoisie. La clé pour la victoire, c'est la construction d'un parti bolchévique, comme celui de Lénine qui en 1917 avait permis aux ouvriers russes de prendre le pouvoir : un parti indépendant de toutes les ailes de la bourgeoisie, dédié à renverser le capitalisme et non à mieux l'administrer. C'est à cette tâche que nous nous attelons.

Les marxistes et les élections

Marx décrivait ainsi les élections parlementaires capitalistes dans ses écrits sur la Commune de Paris de 1871 : « décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait "représenter" et fouler aux pieds le peuple au Parlement » (*la Guerre civile en France*). Lénine écrivait dans son ouvrage fondamental *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* :

« Prenez le parlement bourgeois. Peut-on admettre que le savant Kautsky n'ait jamais ouï dire que *plus* la démocratie *est* puissamment développée, *et plus* la Bourse et les banquiers se soumettent les parlements bourgeois ? Il ne suit point de là qu'il ne faille pas utiliser le parlementarisme bourgeois (et les bolchéviques l'ont utilisé probablement mieux qu'aucun autre parti du monde, puisque de 1912 à 1914 nous avons conquis toute la curie ouvrière dans la IV^e Douma). Mais il s'ensuit que seul un libéral est capable d'oublier, comme le fait Kautsky, *le caractère limité et relatif, au point de vue historique*, du parlementarisme bourgeois. Dans l'Etat bourgeois le plus démocratique, les masses opprimées se heurtent constamment à la contradiction criante entre l'égalité *nominale* proclamée par la "démocratie" des capitalistes, et les milliers de restrictions et de subterfuges *réels*, qui font des prolétaires des *esclaves salariés*. Cette contradiction précisément ouvre les yeux des masses sur la pourriture, la fausseté, l'hypocrisie du capitalisme. C'est précisément cette contradiction que les agitateurs et les propagandistes du socialisme dénoncent sans cesse devant les masses, *afin de les préparer* à la révolution. »

Et Lénine continue d'enfoncer le clou un peu plus loin :

« Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse, par les banques). »

Les formes démocratiques de gouvernement servent de façon particulièrement efficace à masquer la nature de l'Etat comme dictature de la bourgeoisie sur les masses exploitées et opprimées, et ceci est particulièrement vrai dans les sociétés capitalistes les plus avancées, les plus « démocratiques », comme en France où les traditions parlementaires ont pour raison d'être de donner un vernis démocratique aux décisions prises, comme le soulignait Lénine, à la Bourse et dans les salons et dîners de la haute bourgeoisie.

Pourtant, nous avons présenté dans le passé un candidat aux élections législatives ; en 1988 nous avons présenté un ouvrier de Renault-Cléon contre Laurent Fabius. Les communistes cherchent à avoir des députés au Parlement pour s'en servir comme tribune en opposition révolutionnaire au



Bayrou met personnellement « la main à la pâte » contre les jeunes des banlieues : à Strasbourg le 9 avril 2006 il gifle lui-même un gamin.

capitalisme, son Etat, son gouvernement, ses partis et ses laquais sociaux-démocrates.

Mais c'est différent des élections présidentielles où on se présente pour devenir le chef de l'impérialisme français. Le président de la République est le chef des armées et, notamment en France, il a des pouvoirs exorbitants, comme de déclarer la loi martiale, dissoudre le Parlement, etc. Le poste de président de la République, et de même celui de maire, ne sont pas des postes parlementaires qu'on peut utiliser comme tribune pour s'opposer au système. Ce sont des postes exécutifs de l'Etat bourgeois ; le maire, le président, exécutent les décisions prises par la bourgeoisie.

L'Etat bourgeois : des détachements spéciaux d'hommes armés pour maintenir l'ordre capitaliste

Au fond l'Etat se ramène à des détachements spéciaux d'hommes armés, tels que les flics, les matons, l'armée elle-même, qui ont le monopole de la violence légale. Ils sont là pour maintenir la domination de la classe capitaliste sur la classe ouvrière et les opprimés. Cela veut dire mater les grèves comme lorsque les CRS dispersent un piquet de grève, « restaurer l'ordre » contre des rébellions spontanées comme celle des jeunes de banlieue en octobre-novembre 2005, mater les rébellions en Centrafrique ou au Tchad menaçant le dictateur local à la solde de l'impérialisme français, etc. Nous luttons pour le *retrait des troupes françaises de toute l'Afrique, mais aussi du Liban, d'Afghanistan et des Balkans*.

La police, les matons, le corps des officiers, sont des forces volontaires. Elles s'enrôlent pour faire la répression, et donc elles sont profondément dédiées à la défense de leur ordre bourgeois. On ne peut pas les coopter pour qu'elles servent la classe ouvrière dans une révolution socialiste. Nous sommes contre la présence des flics dans les syndicats, car les syndicats sont des organisations ouvrières, malgré leur direction procapitaliste. La Révolution bolchévique a détruit les bandes d'hommes armés de la bourgeoisie, et a assis le pouvoir ouvrier sur la base de nouvelles bandes armées, les milices ouvrières dans les usines obéissant aux soviets, et l'Armée rouge qu'a construite Trotsky en 1918.

Sous le capitalisme, le pouvoir exécutif, comme celui du président de la République, signifie assumer la responsabilité de commander ces bandes armées pour le compte de la bourgeoisie. Et pour le maire c'est la même chose au niveau municipal ; il a les pouvoirs de police, sous l'autorité du préfet. Lénine, en rétablissant les leçons tirées par Marx et Engels des révolutions de 1848 et surtout de la Commune de Paris, a expli-

qué comment l'Etat bourgeois ne peut pas être utilisé par la classe ouvrière, mais qu'il doit être détruit et remplacé par un pouvoir prolétarien, des conseils ouvriers basés sur le prolétariat en armes. En d'autres termes on ne peut pas devenir maire ou président et utiliser ce poste pour le compte des opprimés : soit on devient l'otage de ce poste en faisant le sale travail de la bourgeoisie, soit on est viré sans délai par la bourgeoisie.

Comme nous refusons d'administrer l'Etat bourgeois, nous avons toujours refusé d'assumer des postes exécutifs, que ce soit le poste de président de la République ou celui de maire ; il en découle que nous ne nous présentons pas à l'élection à de tels postes. Nous avons formellement adopté cette dernière position lors d'une conférence internationale que nous avons tenue récemment.

C'est nouveau dans la mesure où les trotskystes, y compris du temps de Trotsky et de Cannon, son collaborateur aux USA qui a dirigé le parti trotskyste américain jusque dans les années 1950, n'avaient pas de problème pour se présenter à de telles élections. C'est là la position que nous exprimions encore dans notre revue *Spartacist* en 2004, tout en soulignant alors que « nos candidats expliquent par avance qu'ils n'ont aucune intention d'occuper ces postes s'ils sont élus et qu'ils expliquent clairement qu'il faut former un gouvernement ouvrier pour exproprier les capitalistes et balayer leur appareil d'oppression de classe ».

Cependant, en réexaminant cette question nous avons réévalué notre position. Comme le dit notre récent document de conférence, « le problème qu'il y a à se présenter à des postes exécutifs est que cela prête une légitimité aux conceptions réformistes dominantes de l'Etat ». Notre raison d'être est d'amener les travailleurs à la compréhension que dans toute révolution socialiste l'Etat bourgeois doit être détruit et remplacé par la dictature du prolétariat. Lénine a enseigné cela, et toute l'histoire l'a montré. De se présenter à des élections pour des postes exécutifs représente donc un obstacle à notre but stratégique.

Comme nos opposants réformistes cherchent seulement, comme leurs ancêtres dans la Deuxième Internationale il y a un siècle, à réformer le capitalisme et non à diriger une révolution socialiste, ils n'ont aucun état d'âme à se faire financer par l'Etat capitaliste au titre du financement public des partis politiques. LO et LCR se servent à la mangeoire mise à disposition par le gouvernement ; encore le 25 janvier de cette



Sans crédit

En 2003 Miguel Rossetto, alors camarade de Besancenot au Brésil et ministre du Développement agricole, présente ses respects au pape de la contre-révolution capitaliste en Pologne, Karol Wojtyla. La LCR est, comme ses camarades au Brésil, prête à administrer les affaires de la bourgeoisie au gouvernement (« anticapitaliste » s'entend).

année le *Journal officiel de la République française* annonçait un financement public pour l'année 2005 de près de 500 000 euros pour LO, soit plus du cinquième de ses revenus totaux. LO a ainsi pu se payer récemment une campagne publicitaire d'affiches pour environ un million d'euros, soit plus que l'ensemble des cotisations payées annuellement par leurs membres, et ils se sont vantés que non seulement la dépense était couverte par des fonds de l'Etat bourgeois, mais que de plus cela ne coûtait pas tellement cher « aux contribuables » (*Lutte Ouvrière*, 15 décembre 2006). Et c'est la même chose pour la LCR qui a touché pour 2005 un peu plus de 500 000 euros. Comme le dit le dicton, qui paie les violons choisit la musique.

Et la LCR, et ses organisations sœurs internationalement, n'ont même aucun problème à se porter volontaires pour assumer directement la gestion de l'Etat bourgeois. Déjà en novembre 1990, Hanspeter Uster, un dirigeant de la section sœur de la LCR en Suisse, s'était fait élire ministre de la Justice et de la Police dans le canton de Zoug. Puis Miguel Rossetto, un camarade de la LCR au Brésil, est entré dans le gouvernement capitaliste de Lula il y a cinq ans. Aujourd'hui Besancenot est tout à fait prêt à participer à un gouvernement à condition qu'il soit « anticapitaliste ». La LCR déclare dans son manifeste spécial pour les élections : « La LCR prendra ses responsabilités dans un tel gouvernement. » Mais, comme ils pensent que la révolution prolétarienne c'est aujourd'hui utopique et dépassé, bon pour des « gauchistes » comme nous, et qu'ils ont même officiellement renoncé en 2003 à la dictature du prolétariat, leur gouvernement n'a d'« anticapitaliste » que le nom. Besancenot lutte pour une « révolution démocratique », la « rupture sociale et démocratique », c'est-à-dire donner à la social-démocratie un coup de peinture. Mitterrand utilisait un verbiage similaire avant 1981 quand il parlait de la « rupture avec le capitalisme » – avant d'être élu pour diriger l'impérialisme français et renforcer l'austérité capitaliste contre les travailleurs et envoyer 25 000 soldats français participer à la guerre contre l'Irak en 1991.

Tout comme la LCR, Lutte ouvrière a aussi officiellement renoncé à la dictature du prolétariat en 2003. Lors de leur congrès cette année-là, ils ont adopté à l'unanimité la formule de la « dictature démocratique du prolétariat » (*Lutte de classe*, décembre 2003-janvier 2004). Il suffit d'allumer la télévision ces jours-ci pour voir Laguiller ou Besancenot répondre aux questions sur ce qu'ils vont faire quand ils seront élus présidents – interdire les licenciements, construire des écoles, des logements, prendre sur les profits des capitalistes, leurs « réformes radicales » comme les appelle le manifeste de la LCR. Leur campagne ne fait qu'alimenter l'illusion que l'on peut gérer le capitalisme dans l'intérêt des travailleurs, pourvu que la bonne personne soit élue à l'exécutif.

Nous refusons de nous présenter aux élections présidentielles, mais cela ne veut pas dire que nous soyons indifférents à de telles élections et aux droits démocratiques qui leur sont associés. Des militants originaires du tiers-monde, où le droit de vote est souvent foulé aux pieds, nous exhortent parfois à faire usage de ce droit de peur qu'on nous le reprenne. Au Mexique, où le gouvernement de droite avait voulu empêcher le populiste bourgeois López Obrador de se présenter en lui retirant son immunité pour le rendre inéligible, nous nous sommes opposés à cette mesure, avons défendu le droit du peuple mexicain de voter pour lui, tout en argumentant contre tout vote pour ce bourgeois « de gauche ».

Nous ne rejetons pas non plus par principe l'idée d'accorder un soutien critique, y compris lors d'élections présiden-



AFP/Christophe Simon

Paris, 9 novembre 2005 : contrôle policier musclé en pleine révolte des banlieues. Besancenot et Laguiller sont candidats au poste de chef suprême de l'impérialisme français et de ses bandes de flics. Nous refusons de nous présenter à l'élection de postes exécutifs de l'Etat bourgeois.

tielles, à une autre organisation ouvrière dans des circonstances appropriées, quand elle trace en gros une ligne de classe, c'est-à-dire l'indépendance de la classe ouvrière par rapport à la bourgeoisie. Cependant, dans le cas particulier des élections de cette année, il n'y a personne à qui nous puissions accorder un soutien critique.

La LCR est complètement front-populiste elle-même : elle trempe dans toutes sortes de blocs politiques avec des éléments bourgeois, comme les forums sociaux payés par Chirac, le gouvernement capitaliste brésilien ou des « ONG » comme la Fondation Ford liée à la CIA. Le manifeste de la LCR glorifie ces forums sociaux : « les résistances aux contre-réformes libérales et les mouvements altermondialistes ont jeté les bases d'un nouvel internationalisme ». En effet : il ne s'agit plus de l'internationalisme prolétarien.

Ni la LCR ni LO ne se présentent comme une alternative de classe au front populaire, mais plutôt comme un vote pour faire pression sur le front populaire et le pousser un tout petit peu à gauche. Ainsi, Laguiller déclarait (*Lutte Ouvrière*, 9 février) :

« Alors il faut qu'en avril prochain, au premier tour de l'élection présidentielle, les travailleurs rejettent cette droite qui mène une politique ouvertement au service des plus riches, mais en même temps qu'ils affirment qu'ils ne font pas confiance à Ségolène Royal pour mener une autre politique, et [c'est moi qui souligne] qu'elle devra tenir compte du mécontentement accumulé depuis des années au sein des classes populaires. »

La gauche et les banlieues

Dans la campagne électorale le PCF parle un peu du racisme contre les jeunes de banlieue. Il dispose en effet encore d'une implantation dans de nombreuses cités, qu'il gère ou aspire à gérer au niveau municipal. Il espère capter une partie des voix populaires issues de l'immigration, et des jeunes qui se sont inscrits sur les listes électorales l'année dernière, poussés par la peur d'une victoire de Sarkozy. Pourtant c'est la nature même du municipalisme de devoir gérer la pénurie capitaliste qui, inévitablement, y compris dans les mairies PC, secrète la discrimination raciste, les opérations de « nettoyage » contre les campements de Roms, la gestion raciste des listes d'attribution de HLM au nom de la « mixité sociale », etc.

Et lors de la révolte des banlieues à l'automne 2005 le PCF

a appelé au rétablissement de l'ordre en reprochant à Sarkozy d'être incapable de maintenir l'ordre social et au contraire d'attiser les troubles par ses déclarations incendiaires. Pourtant à ce moment-là la LCR passait le plus clair de son temps à la traîne du PCF, cherchant à consolider un bloc « anti-libéral » de front populaire pour les élections de 2007.

La solidarité de Besancenot avec les jeunes des banlieues a ses limites. Devant des millions de téléspectateurs le 8 février dans l'émission « A vous de juger », Besancenot a répondu « pourquoi pas » à la question s'il était pour la « police de proximité ». Sa seule objection portait sur les tasers, ces pistolets à décharge électrique américains qui ont fait des centaines de morts aux USA. Besancenot vient de signer le « contrat social et citoyen » basé sur les cahiers de doléances de l'association ACLEFEU à Clichy-sous-Bois. Ce cahier dit que « la police devrait être exemplaire », et il demande une police de proximité, que la police devienne plus représentative de la « diversité française », etc. etc.

Dans le manifeste de 32 pages de la LCR (adopté « à la quasi-unanimité ») les banlieues ne figurent qu'à un endroit, et voici ce qu'ils en disent :

« A la montée des violences dans certains quartiers laissés à l'abandon, qui frappent les plus pauvres, et à celle de l'insécurité sociale, on prétend répondre par plus de répression, ce qui n'a jamais résolu les problèmes ou même conduit à améliorer la situation. »

C'est formulé de façon à laisser ouvert qui est responsable de la « montée des violences » : Sarkozy dit que c'est les jeunes qui agressent les Français pauvres, nous disons que c'est le capitalisme raciste, avec son cortège de misère, de chômage et de discrimination, et l'Etat bourgeois avec son harcèlement quotidien, ses courses poursuites contre les jeunes, qui sont la source principale de la violence.

Lutte ouvrière ne dit pas grand-chose en ce moment sur la question. Ils attaquent Royal sur le niveau du SMIC ou redoutent qu'elle ne tienne pas ses promesses. Nous pensons au contraire que Royal, si elle est élue, mettra en œuvre ses propositions sécuritaires. Fondamentalement LO partage la vision de Royal et ACLEFEU pour traiter le « problème » des jeunes de banlieue : tenir les deux bouts de la répression et de la prévention, avec la police de proximité d'un côté, et un renforcement dans l'éducation de l'autre (voir notre article paru dans le *Bolchévik* de juin 2006).

C'est ainsi que LO collabore avec sa propre bourgeoisie, même si, contrairement à la LCR, Lutte ouvrière s'abstient généralement de chercher des blocs électoraux avec des partenaires petits-bourgeois ; c'est aussi pourquoi, pendant la révolte des banlieues, LO avait signé un appel diffusé par la Ligue des droits de l'homme pour le rétablissement de l'ordre, avant de se rétracter mollement en disant que cette signature était « une ânerie bien sûr, mais mineure ». Cette trahison se plaçait dans la droite ligne de leur participation au premier rang dans les exclusions de jeunes femmes voilées des écoles, qui ont débouché sur la loi raciste de Chirac-Ferry contre le foulard islamique.

L'« Etat-providence » et l'Union soviétique

Besancenot dit qu'« il suffit de faire exactement ce qu'a fait le patronat depuis plus de 30 ans... mais à l'envers » (*Rouge*, 15 février). Sauf qu'on ne peut revenir comme ça 30 ans en arrière ; à l'époque l'Union soviétique existait, et beaucoup de travailleurs avancés voyaient en elle la preuve qu'il est possible d'instaurer une société où la classe capitaliste est expropriée. C'est la peur de l'Union soviétique, qui avait des chars à 500 kilomètres de Strasbourg et un fort parti

communiste dans les banlieues et les usines de France, qui explique en partie les concessions que la bourgeoisie accordait face aux luttes des travailleurs. Elle était prête à supporter un taux de profit plus bas de peur de tout perdre. C'était cela la base de l'« Etat-providence ».

Les réformistes sont nostalgiques de l'Etat-providence ; l'Etat-providence, ou le rétablissement de celui-ci, constitue tout leur horizon politique ; pourtant ils se sont réjouis il y a 15 ans de la destruction de l'URSS sur laquelle reposait indirectement l'Etat-providence. La LCR elle-même a directement soutenu les forces de la contre-révolution capitaliste en Pologne, en Union soviétique ; aujourd'hui ils veulent revenir 30 ans en arrière, mais cela veut dire sauter par-dessus leur propre participation à la guerre froide contre l'URSS des années 1980. Leur anticommunisme s'exprime partout dans leur manifeste :

« Après les désillusions du XX^e siècle, après l'effondrement des caricatures de socialisme qu'ont été les dictatures stalinienne, nous devons remettre l'avenir sur le métier. Des expériences négatives d'hier, nous avons des leçons à tirer. Mais, ayant appris ce qu'il ne faut pas faire, nous avons aussi gagné le droit d'inventer l'avenir que nous voulons et de commencer à le construire. »

Ils font disparaître tout simplement la Révolution russe en faisant un amalgame implicite entre Octobre 1917 et sa dégénérescence stalinienne. Si une caste bureaucratique représentée par Staline a usurpé le pouvoir politique en URSS à partir de 1924 ce n'était pas le résultat d'un défaut inhérent au bolchévisme. C'est au contraire du fait de l'échec de la révolution allemande en 1923 et de l'isolement du pouvoir ouvrier dans un pays où prédominait numériquement une paysannerie arriérée, et qui était encerclé par des puissances capitalistes hostiles, que s'est consolidée la bureaucratie parasitaire. Staline a donné à celle-ci un programme avec le « socialisme dans un seul pays » et la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. Le résultat en a été la trahison des révolutions ailleurs, et en dernier ressort la restauration du capitalisme par Eltsine en Russie en 1991-1992.

A l'opposé des LO-LCR, notre programme pour une révolution socialiste dans les pays capitalistes va de pair avec notre défense de l'Etat ouvrier basé sur la liquidation du système capitaliste de production pour le profit, quelles que soient les déformations de cet Etat et quelle que soit la politique de la bureaucratie stalinienne traître. Nous avons défendu l'Union soviétique jusqu'au bout. En RDA en 1989,

quand la bureaucratie s'est désintégrée, nous avons jeté toutes nos forces pour une révolution politique prolétarienne en RDA, pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, et contre une réunification capitaliste de l'Allemagne. Le 3 janvier 1990, 250 000 personnes ont pris part à une manifestation, dont nous avons été à l'initiative, contre la profanation du monument à l'Armée rouge dans le parc de Treptow à Berlin-Est. Nous avons perdu une bataille en Europe de l'Est, mais nous continuons aujourd'hui à être pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés restants, en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam et à Cuba, contre l'impérialisme et la contre-révolution. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre lutte pour une révolution politique prolétarienne dans ces pays pour chasser la bureaucratie stalinienne et la remplacer par un régime basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire.

Pour revenir à la France, Besancenot veut donc revenir en arrière de 30 ans, et comme il dit lui-même à la moindre occasion ce n'est pas la révolution que de demander cela. Il y a 30 ans Chirac se faisait élire maire de Paris, le premier depuis la Commune de 1871, et le Premier ministre Raymond Barre démentait officiellement l'austérité. Il faut être profondément démoralisé et imbibé de l'esprit de la « mort du communisme » pour vouloir en revenir là. Et Laguiller dit presque mot pour mot la même chose que Besancenot :

« Ce ne sont nullement des revendications révolutionnaires, loin de là. Ce ne sont que les mesures indispensables pour que les travailleurs retrouvent leurs conditions d'existence d'il y a trente ans, qui étaient pourtant, déjà, difficiles pour le monde du travail. »

— Discours tenu au Mans le 23 février

Le réformisme de la LCR et LO

Besancenot ne cesse de répéter qu'il faut s'attaquer à la question du partage des richesses. Mais le problème de l'humanité n'est pas que les capitalistes se déplacent en Mercedes ou en jet privé : c'est qu'ils possèdent les moyens de production, c'est-à-dire les usines, les machines, les moyens de transport, etc., et que leur objectif n'est pas de les mettre en œuvre pour satisfaire les besoins, mais pour maximiser leurs profits. C'est ce système de production pour le profit qui est la cause des crises économiques, de l'oppression et des guerres. La bourgeoisie et les travailleurs ont des intérêts fondamentalement opposés et antagoniques. Le capitalisme est basé sur l'exploitation des travailleurs par les capitalistes. Il est impossible de le faire fonctionner dans l'intérêt des travailleurs : il n'est pas réformable.

Bien sûr les ouvriers ne sont pas prêts immédiatement à accomplir leur tâche historique de renverser le capitalisme. La contre-révolution capitaliste en URSS est loin d'ouvrir de nouvelles perspectives comme le proclamaient nos opposants réformistes sur la base que le stalinisme était enfin abattu ; elle a au contraire provoqué une grande démoralisation politique parmi les travailleurs les plus avancés. La bourgeoisie fait une lancinante campagne triomphaliste sur la « mort du communisme » ; si elle insiste tant dessus, c'est qu'elle sait bien que le communisme reste à l'ordre du jour, et qu'elle doit sans cesse convaincre les ouvriers que l'horizon du capi-

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Rouen

Le Bolchévik
BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Spartacist Canada Publishing Association

C.P. 6867, succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

Visitez le site web de la LCI

www.icl-fi.org

talisme est indépassable. Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* en 1938 :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Cependant, l'accomplissement de cette tâche stratégique est inconcevable sans l'attitude la plus attentive envers toutes les questions de tactique, même petites et partielles. [...] »

« La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. »

Dans ce cadre Trotsky avait développé toute une série de revendications, un « programme de transition » consistant en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. Ce que font les réformistes comme LO ou la LCR, c'est de dénaturer totalement le programme de transition en en prenant une revendication isolée et en en faisant leur perspective aujourd'hui, soi-disant réalisable dans le cadre du capitalisme.

Laguiller par exemple n'arrête pas de parler de l'ouverture des comptes des capitalistes. Elle explique en fait dans ses meetings qu'elle revendique simplement une extension des pouvoirs des comités d'entreprise sous le capitalisme. Avec son programme de « réquisitions » d'entreprises qui licencient et font des profits, c'est dans l'Etat bourgeois que LO voit la source du progrès, pourvu que l'on se mobilise dans la rue ou sur le lieu de travail pour faire pression afin qu'il prenne des décisions dans l'intérêt des travailleurs. Pour Trotsky au contraire, « Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie. » Trotsky, quand il parle de l'expropriation des grands groupes capitalistes, précise « 3. Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ; 4. Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans. »

Besancenot promet, tout comme Laguiller, l'interdiction des licenciements. Les licenciements, tout comme les crises économiques qui les causent, sont inhérents au système capitaliste basé sur le profit. C'est un mensonge réformiste de prétendre qu'on peut « interdire les licenciements » sous le capitalisme. Mais *Rouge* (15 février) dit au contraire : « Ces propositions sont radicales, mais pas irréalisables ! Elles nécessitent simplement de s'en prendre à la logique du profit, au pouvoir des patrons et des actionnaires, de redistribuer les richesses. » Pour éradiquer le chômage, il faudrait renverser le système capitaliste par une révolution ouvrière. Mais cela, c'est la dernière chose que veut Besancenot. Sa campagne consiste à répandre le mensonge qu'on peut réformer le capitalisme en profondeur dans le sens des intérêts des travailleurs.

Préons encore la question du logement. Le nombre de SDF ne fait que croître ; il y a une crise sociale profonde dans les banlieues et notamment dans les quartiers complètement



Manifestation à Marseille le 20 décembre pour la régularisation des sans-papiers

décépits qui servent de ghettos sociaux et (partiellement) raciaux : contre cela Besancenot propose simplement d'appliquer la loi actuelle, et LO titrait dans son numéro du 16 février « l'Etat aurait les moyens de construire assez de logements ». Ils prônent ainsi des illusions dans l'Etat bourgeois français. Face à la crise du logement, il faut un programme de reconstruction urbaine massive dans les banlieues et dans les moyens de transport, avec embauches massives en CDI, sous contrôle ouvrier. Trotsky précise :

« Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers. »

Laguiller a pour mesure phare d'augmenter le SMIC de 300 euros tout de suite. La différence entre Royal et Besancenot/Laguiller, c'est que Royal promet 1 500 euros brut bientôt pour le SMIC, et eux proposent 1 500 euros net tout de suite. On pourrait caricaturer en disant que la différence entre Royal et Besancenot/Laguiller, c'est la différence entre le brut et le net, soit dans les 300 euros, tandis que la différence entre tous ces gens et nous, c'est la différence entre réforme et révolution. 300 euros pour le SMIC, c'est une mesure cruellement insuffisante face à la misère qui ronge la classe ouvrière. Aujourd'hui des millions de personnes ne touchent même pas le SMIC mensuel, soit parce qu'elles sont au chômage, soit parce qu'il s'agit de sans-papiers qui ne sont pas déclarés et sont payés au-dessous du niveau minimum, soit parce qu'il s'agit de salariés à temps partiel, qui sont dans leur immense majorité des femmes. Pour en finir avec cela il faut le partage du travail entre toutes les mains sans perte de salaire, ce qui

Cours marxiste de la LTF

L'Etat et la révolution

Jeudi 5 avril à 19h30

au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(métro ligne 9 Rue des Boulets)

Lectures et informations : 01 42 08 01 49

revient à revendiquer la semaine de travail de 30 heures, payées 40. Pour que les femmes puissent effectivement travailler à temps plein il faut des crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24.

Est-ce que l'argent est là pour tout ça ? Non, disent généralement les réformistes du PS, et donc selon eux les revendications doivent être réduites suffisamment en-dessous de ce minimum indispensable. Oui, disent les réformistes de gauche, il suffit de le prendre aux capitalistes. Mais le capitalisme n'est pas capable de satisfaire les besoins vitaux de la classe ouvrière et des opprimés, et luttera à mort pour préserver son système d'exploitation. Il faut le renverser par une révolution ouvrière – une perspective que vous ne trouverez ni dans *Lutte Ouvrière*, ni dans *Rouge*.

Le réformisme et la bureaucratie syndicale

J'ai déjà parlé tout à l'heure des cheminots et des menaces qui pèsent sur eux. Les syndicats ont organisé une manifestation nationale le 8 février. Nous y avons vendu pas mal de journaux et d'abonnements, mais l'enthousiasme était loin d'être au rendez-vous parmi les dizaines de milliers de manifestants. L'exemple d'EDF est dans les esprits. Les travailleurs d'EDF ont été trahis par leur propre direction, essentiellement de la CGT, qui a négocié en 2004 avec Sarkozy qui était en charge du dossier pour le gouvernement. La bureaucratie syndicale était d'accord avec la direction qu'il fallait « moderniser » EDF et en faire une entreprise multinationale « compétitive » notamment sur le marché européen. Elle a secrètement négocié le « maintien » des retraites pour la génération actuelle d'électriciens et gaziers et le maintien de quelques avantages pour la bureaucratie syndicale en échange de la privatisation de l'entreprise ; je vous recommande à ce propos le livre d'Adrien Thomas, *Une privatisation négociée*. C'est Sarkozy qui a bouclé l'opération en 2004, mais en fait le deal avait été passé sous Jospin, avec Royal et Buffet membres du gouvernement. C'est sous Jospin lors du sommet de Barcelone que l'ouverture du marché de l'électricité, donc la fin du monopole et la perspective de la privatisation, avait été décidée au niveau européen.

Si la bureaucratie syndicale de la CGT à EDF a commis cette trahison, ce n'est pas uniquement parce que son dirigeant, Denis Cohen, était un vendu. Lénine a expliqué dans son ouvrage de 1916, *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, que, surtout dans les pays impérialistes, il y a une base objective solide pour acheter une petite partie de la classe ouvrière grâce aux surprofits provenant de l'exploitation du monde.

C'est sur cette « aristocratie ouvrière », généralement blanche et masculine en France, que se base la bureaucratie syndicale. Du fait de ces petits avantages, elle s'identifie aux intérêts de ses propres capitalistes contre leurs rivaux, et de ce fait considère inéluctable la nécessité de « moderniser » les entreprises, c'est-à-dire démanteler les acquis des travailleurs. C'est ce qu'elle a fait hier à EDF, et qu'elle risque de faire demain à la SNCF. Et ce, qu'il s'agisse d'un gouvernement Sarkozy ou d'un gouvernement Royal. Royal compte simplement davantage s'appuyer sur la bureaucratie syndicale que Sarkozy.

La lutte contre le chauvinisme dans la classe ouvrière est indissociable de la lutte contre les divisions racistes dans les rangs mêmes de la classe ouvrière. Nous luttons pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés**. Dans ce cadre, nous nous opposons à toutes les formes de discrimination, à l'embauche et ailleurs, visant les travailleurs immigrés,

y compris les restrictions à l'embauche de travailleurs venus des nouveaux pays de l'Union européenne. La grève finalement victorieuse dans la blanchisserie industrielle Modeluxe à l'automne dernier pour la régularisation et la réintégration des collègues sans-papiers montre qu'il est possible de mobiliser le prolétariat en défense des travailleurs immigrés.

Pourtant aujourd'hui la France est le grand pays d'Europe où l'immigration est la plus faible. La discrimination raciste s'exerce principalement contre les enfants et les petits-enfants de travailleurs qui ont immigré en France il y a longtemps, le plus souvent en provenance de l'ancien empire colonial. Ces jeunes sont des citoyens français, mais sans les droits, soumis au harcèlement quotidien des flics, à la discrimination raciste à l'embauche et dans la recherche d'un logement, à une précarité accrue, etc. Que ce soit dans l'automobile (voyez la grève ces derniers jours chez Magnetto, un sous-traitant de Citroën à Aulnay) ou sur la plate-forme aéroportuaire de Roissy, ces jeunes forment aujourd'hui une composante stratégique du prolétariat. Le gouvernement s'en prend aux cheminots pour pouvoir attaquer l'ensemble de la classe ouvrière, et de même il utilise le poison du racisme contre les jeunes des banlieues pour diviser la classe ouvrière et attaquer les acquis de tous ; et c'est pourquoi il est vital pour l'unité du prolétariat, y compris dans ses bastions historiques comme la SNCF, qu'il se mobilise en défense de cette couche plus opprimée de travailleurs.

Dans ces élections il n'est pas possible de tracer clairement une ligne de classe contre le front populaire de Royal-Buffet-Chevènement. Y compris LO et LCR se présentent comme des groupes de pression sur Ségolène Royal. Il n'y a aucun parti ou candidat qui représente les intérêts des travailleurs pour qui nous puissions appeler à voter. Avec la contre-révolution capitaliste en Union soviétique la classe ouvrière internationale a subi de graves défaites ces dernières années. L'exploitation et l'oppression capitalistes redoublent d'intensité. Aujourd'hui ce sont les capitalistes qui sont à l'offensive. Mais il serait totalement impressionniste de penser qu'il en sera toujours ainsi. La lutte de classe demeure le moteur de l'histoire ; nous luttons pour que le prolétariat prenne conscience qu'il a pour mission historique d'agir comme le fossoyeur du système capitaliste. L'initiative passera à nouveau, tôt ou tard, aux mains de la classe ouvrière. La clé sera alors l'existence d'un parti bolchévique pour mener le prolétariat à la victoire. Nous la préparons aujourd'hui en luttant pour construire un tel parti ouvrier bolchévique d'avant-garde. ■

Spartacist
Organe théorique
de la
Ligue communiste
internationale

1,50 €
(gratuit avec
l'abonnement
au *Bolchéviek*)

Commande :
SEDI, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10
(Chèque à l'ordre de la SEDI)



SPARTACIST
Les archives russes révéleront
une fois de plus les messages anarchoistes
**Kronstadt, 1921:
Bolchévisme ou contre-révolution**
Empire, Multitude
et la « mort du communisme »
**La démente sénilité
du postmarxisme**
Femmes et Révolution
**La Révolution russe
et l'émancipation des femmes**
Correspondance avec Revolutionary History
Pour un parti ouvrier en Grèce Pour les femmes socialistes des Balkans
Fondation du Groupe théorique de Grèce
Elizabeth King Robertson, 1961-2005

Comment le PCF a saboté la possibilité d'une révolution ouvrière

Le Front populaire de Juin 36

L'article ci-dessous en deux parties est basé sur une présentation de Gérard Lenny, membre du comité central de la LTF, lors de la journée d'études de la LTF du 24 juin 2006 à Paris. La deuxième partie sera publiée dans le prochain numéro du Bolchévik.

* * *

Le 70^e anniversaire de Juin 36 donne l'occasion de revenir sur les leçons de cette période cruciale qui a vu une vague révolutionnaire, qui mûrissait depuis deux ans, exploser dans une grève générale de masse, avec des occupations d'usines dans toute la France. Si nous réexaminons les événements

Première partie

de Juin 36, nos objectifs n'ont rien à voir avec ceux des partis et organisations réformistes. Les articles, les expositions et les discours de ces derniers idéalisent en général le gouvernement de front populaire, composé de sociaux-démocrates et de Radicaux bourgeois ; ils le présentent comme le sommet des réformes sociales progressistes auxquelles les travailleurs doivent aspirer aujourd'hui. Ils veulent éradiquer la mémoire qu'en 1936 la classe ouvrière en France s'est montrée prête non seulement à obtenir quelques réformes, qui ont vite été annulées, mais aussi à renverser le système de profit capitaliste. Cette voie a alors été bloquée par sa direction traître – la SFIO (précurseur du Parti socialiste actuel), les bureaucrates syndicaux et surtout, de façon cruciale, le Parti communiste français (PCF) qui, comme le disait Trotsky dans *le Programme de transition*, « ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire » de la grève générale de masse. Ils ont ainsi créé les conditions d'un retour de bâton réactionnaire qui a culminé quatre ans plus tard sous le régime de Vichy.

Le front populaire : une coalition capitaliste contre les travailleurs

Donc, que voulons-nous dire exactement quand nous parlons d'un front populaire ? Un front populaire est une alliance, généralement électorale, entre d'une part des partis ouvriers réformistes comme le Parti socialiste et le Parti communiste, qui ont pour base la classe ouvrière mais une direction procapitaliste, et d'autre part des formations ou des partis représentant directement la classe capitaliste. Dans les années 1930, par exemple, le Front populaire fut formé entre le PC et les sociaux-démocrates et le Parti radical, un parti bourgeois.



sans crédit

Renault Billancourt occupée par les grévistes en juin 1936

Plus récemment, la Gauche plurielle de Jospin rassemblait le PS et le PC avec les Radicaux de gauche, les chevènementistes et les Verts, des partis bourgeois. Dans une telle alliance, la contradiction existant dans les partis ouvriers réformistes entre leur base ouvrière et leur direction procapitaliste est masquée. Ils se présentent devant les masses ensemble avec la classe dirigeante exploiteuse, comme **un seul parti** avançant **un seul programme capitaliste**, sur lequel, contrairement à la ligne des réformistes, on ne peut pas faire pression pour qu'il agisse dans l'intérêt de la classe ouvrière. En 1936, c'était une manière pour la bourgeoisie d'essayer de discipliner et désarmer la classe ouvrière, et, en fin de compte, de sauver sa domination de classe basée sur la propriété privée dans le cadre du système parlementaire de la démocratie bourgeoise. Ces dernières décennies, les dirigeants capitalistes ont eu recours au front populaire comme solution pour mettre en œuvre une offensive anti-ouvrière dont ils craignaient sinon qu'elle provoque une plus grande résistance si elle était lancée par un gouvernement bourgeois de droite traditionnel. Le front populaire amène toujours un retour de la réaction à un niveau plus élevé.

La Ligue communiste internationale (LCI), dont la Ligue trotskyste est la section française, est connue internationalement pour le fait qu'elle se place sur le principe, et qu'elle lutte pour ce principe, de s'opposer de façon révolutionnaire à la participation des partis ouvriers dans des fronts populai-

res, y compris dans le gouvernement Allende au Chili dans les années 1970 et celui de Mitterrand-Marchais en 1981. Dans toute notre histoire nous nous sommes opposés à donner le moindre soutien électoral critique à des partis ouvriers liés à la bourgeoisie par un front populaire. C'était une question programmatique cruciale pour forger la LTF qui, contrairement aux lambertistes (aujourd'hui dans le Parti des travailleurs), à la LCR et à LO s'était opposée au vote pour les partis ouvriers du front populaire de Mitterrand. Hier comme aujourd'hui nous posons comme condition minimum pour donner le moindre soutien électoral à un parti ouvrier réformiste, qu'il rompe d'abord avec ses partenaires bourgeois.

Notre modèle, c'est la lutte intransigeante qu'a menée Lénine en avril 1917 au sein du Parti bolchévique contre le front populaire de Kérénsky. Cette lutte a permis d'armer les bolchéviks politiquement pour diriger le prolétariat pour renverser le pouvoir capitaliste, et pour que le prolétariat exerce sa propre dictature contre les forces de la contre-révolution. C'est cette intransigeance contre la collaboration de classes qui a rendu possible la révolution prolétarienne d'octobre 1917. Lénine télégraphiait le 6 mars 1917 aux bolchéviks partant pour la Russie :

« Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérénsky surtout soupçonnons, armement prolétariat seule garantie, élection immédiate Douma de Pétrograd, aucun rapprochement autres partis. »

La Révolution russe, première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire de l'humanité, a bouleversé profondément le monde. Le pouvoir des soviets ouvriers et paysans dominait sur un sixième du globe. Malgré la mobilisation contre la Russie soviétique de 14 armées bourgeoises et des gardes blancs contre-révolutionnaires, la dictature du prolétariat tenait bon. Dans le monde entier les ouvriers et les peuples coloniaux identifiaient leurs luttes émancipatrices au bolchévisme. On manifestait le Premier Mai en chantant *l'Internationale*. De l'autre côté les bourgeoisies, notamment en Europe, craignaient par-dessus tout de voir se répandre la Révolution russe, et elles éprouvaient une haine viscérale du bolchévisme. Et il y a eu des soubresauts révolutionnaires un peu partout en Europe, notamment en Allemagne, après la Première Guerre mondiale. Cependant la classe ouvrière n'est parvenue à prendre le pouvoir dans aucun pays, du fait essentiellement de la politique contre-révolutionnaire des dirigeants sociaux-démocrates traîtres, et de l'absence de partis d'avant-garde reconnus comme le Parti bolchévique que Lénine avait construit dans la Russie tsariste.

En 1919, lors de la vague révolutionnaire qui balaya l'Allemagne, les sociaux-démocrates allemands sauvèrent en fait la bourgeoisie. Noske, un dirigeant social-démocrate, organisa personnellement le massacre de centaines d'ouvriers révolutionnaires en réprimant le soulèvement spartakiste à Berlin, y compris en faisant assassiner les principaux dirigeants communistes, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Puis en 1923, lorsqu'une nouvelle crise révolutionnaire de dimension extraordinaire secoua l'Allemagne, les ouvriers allemands se tournèrent vers le Parti communiste allemand, le KPD. Mais la direction du KPD se tourna au lieu de cela vers l'aile gauche de la social-démocratie en y cherchant un « allié », et laissa passer l'occasion d'une insurrection prolétarienne.

Cette défaite eut un énorme impact en Union soviétique, conduisant à une vague de démoralisation dans un prolétariat



Keystone

Manifestation intersyndicale des fonctionnaires parisiens contre les décrets-lois du 19 juillet 1935

ravagé. La Révolution russe avait eu pour prémisse la perspective de révolutions prolétariennes victorieuses dans les puissances industrielles d'Europe de l'Ouest. Après 1921 la Russie soviétique émergeait de sept ans de guerre impérialiste et de guerre civile ; elle était isolée internationalement et dévastée économiquement ; son prolétariat était physiquement décimé et politiquement épuisé, et l'énorme paysannerie (notamment des couches plus aisées) commençait à vouloir défendre ses propres intérêts petits-bourgeois.

Cette situation permit à une couche bureaucratique de se développer dans l'appareil gouvernemental de l'Etat soviétique et dans le Parti communiste au pouvoir. La bureaucratie, tirant parti de la profonde démoralisation qui suivit l'échec de l'opportunité révolutionnaire en Allemagne de 1923, arracha le pouvoir politique des mains du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire. La bureaucratie répudia le programme d'internationalisme prolétarien qui avait mené à la victoire de la Révolution bolchévique, et dont l'Opposition de gauche de Trotsky représentait la continuité, et elle créa la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » comme justification idéologique à sa domination. D'instrument pour la révolution mondiale, l'Internationale communiste (IC) fut transformée en fantassin du Kremlin dans ses efforts pour mener une « co-existence pacifique » avec l'impérialisme au nom de la « construction du socialisme dans un seul pays ». L'Opposition de gauche de Trotsky combattit de façon acharnée la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchévique et de l'Internationale communiste, tout en continuant à défendre les formes de propriété collectivisée en Union soviétique qui représentaient un acquis pour les ouvriers du monde.

La montée du fascisme dans les années 1930

Il est essentiel de comprendre tous ces développements dans l'Internationale communiste, ainsi que le contexte international de la montée du fascisme dans les années 1930, parce que le spectre du fascisme a servi de justification centrale aux staliniens pour la mise en place du front populaire. Dans l'Allemagne du début des années 1930, les forces des nazis s'étaient développées de façon inquiétante. Ils avaient mobilisé la petite bourgeoisie, ruinée et enragée par la crise de 1929, pour détruire le mouvement ouvrier organisé. Les dirigeants sociaux-démocrates, plutôt que d'armer et de mobiliser la classe ouvrière pour écraser les fascistes, avaient renié leurs responsabilités et pavé pas à pas la voie au fascisme en



Der Spiegel

En 1923 l'Allemagne, en proie à une hyperinflation attaquant brutalement les conditions de vie des ouvriers et de la petite bourgeoisie (ici, une liquidation totale par vente aux enchères), est mûre pour une révolution socialiste. Mais la direction du KPD se tourna vers l'aile gauche de la social-démocratie au lieu de lutter pour le pouvoir.

réprimant les communistes et en capitulant à la bourgeoisie. Si les dirigeants sociaux-démocrates ne voulaient pas se battre, les ouvriers, eux, n'avaient pas le choix : s'ils ne se battaient pas, c'était l'anéantissement. La situation exigeait une politique de front unique. Celle-ci avait été introduite en 1921 par l'Internationale communiste pour étendre la Révolution russe internationalement. Trotsky demanda à plusieurs reprises que le Parti communiste reprenne cette politique en demandant au SPD de mettre en place une offensive unie contre les nazis. Si les dirigeants du SPD acceptaient, la menace fasciste était balayée et la voie pour la révolution ouvrière s'ouvrait. S'ils refusaient, leur trahison était démasquée devant les ouvriers et la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière aurait été aidée par la démonstration *dans la lutte* que les communistes sont la seule direction conséquente de la classe ouvrière.

Voilà ce que disait Trotsky :

« Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable, sur vos crânes et vos échine. Le salut se trouve uniquement dans la lutte sans merci. Seul le rapprochement dans la lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes, car il vous reste peu de temps ! »

– « Lettre à un ouvrier communiste allemand », 8 décembre 1931

Mais la bureaucratie stalinienne était engagée à ce moment à promouvoir sa « théorie » d'une « troisième période » de l'impérialisme, proclamant que la vague révolutionnaire de l'après-guerre s'était terminée en 1923, qu'elle avait été suivie d'une période de stabilisation jusqu'en 1928 et qu'ensuite une nouvelle période s'était ouverte au cours de laquelle l'effondrement final du capitalisme était imminent. Le raisonnement était que la crise économique qui avait suivi la dépression de la fin des années 1920 allait automatiquement créer une situation révo-

lutionnaire. A partir de cette « théorie » le Comintern a déclenché une série d'aventures téméraires ultragauches ; il prônait l'abandon des syndicats pour mettre en place de petits « syndicats rouges » qui étaient, dans les faits, opposés aux organisations de masse dirigées par les réformistes et au besoin urgent de gagner leurs membres à une perspective révolutionnaire.

Dans le droit fil vint la découverte par Staline que les partis réformistes sociaux-démocrates étaient « social-fascistes » – c'est-à-dire « socialistes en paroles, fascistes en actes » – et comme ils ne faisaient plus partie du mouvement ouvrier, la tactique du front unique n'était pas applicable. Ce que les communistes devaient offrir était au mieux un « front unique de la base » qui n'était simplement qu'un appel à ce que la base des sociaux-démocrates et les syndicalistes désertent leurs dirigeants et les organisations pour lesquelles ils avaient de la loyauté. En traitant la social-démocratie d'« aile gauche du fascisme »,

Staline escamotait le fait que les ouvriers organisés dans le SPD et dans les syndicats seraient écrasés en cas de victoire fasciste.

Jusqu'à y compris la prise du pouvoir par Hitler, Staline continua à suivre la logique sectaire et défaitiste de la « troisième période » ; le dirigeant du PC allemand Thälmann insistait encore en septembre 1932 que « bien sûr l'Allemagne ne va pas devenir fasciste ». Cette politique, avec la complète capitulation des sociaux-démocrates aux nazis, a permis la prise du pouvoir par Hitler sans pratiquement qu'un seul coup de feu ne soit tiré par les organisations ouvrières. Bientôt, les dirigeants et les militants du PC et du SPD allaient commencer à remplir les camps de concentration, comme Trotsky l'avait prédit. Le Comintern, pris de panique, allait interdire aux partis communistes toute critique ou discussion



Interfoto

Tentative de putsch de Hitler en Bavière en 1923. Le prolétariat n'a pas réussi à résoudre la crise du pouvoir bourgeois par la révolution, ce qui a permis à la bourgeoisie de remettre le pouvoir aux nazis en 1933.

sur les événements en Allemagne et allait écarter toute mention du « social-fascisme ».

Le retour du front populaire sous Staline

En réaction à la catastrophe allemande et à l'absence de toute discussion dans le KPD et l'IC sur cette trahison, Trotsky en tira la conclusion qu'il n'était plus possible de redresser l'Internationale communiste, et il commença à combattre pour une nouvelle internationale révolutionnaire, la Quatrième Internationale.

Le Comintern se mit à faire un tournant à 180 degrés en appelant à un « front unique » avec les dirigeants sociaux-démocrates (qu'il avait repoussé pendant cinq ans), mais en demandant que les partis communistes « abandonnent toutes les attaques contre les organisations social-démocrates pendant l'action commune », c'est-à-dire qu'il interdisait la liberté de critique. Puis les staliniens ont eu l'idée du front populaire, qu'ils essaient de proclamer comme étant simplement l'extension logique du front unique à un niveau supérieur. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le « front unique de la classe ouvrière » avait été développé sur une base « classe contre classe » ; il s'agissait précisément de détacher les sociaux-démocrates de leur éternel collaborationnisme de classes avec la bourgeoisie « démocratique ». Il était crucial d'avoir le droit de critiquer sans aucune restriction les autres partis faisant partie du front unique, ce qu'exprimait le deuxième mot d'ordre du front unique, « liberté de critique, unité dans l'action », ou, comme le disait Trotsky, « marcher séparément, frapper ensemble ».

Avec le triomphe de Hitler et les menaces renouvelées d'attaques impérialistes, la bureaucratie soviétique, en proie à la panique, se mit à chercher des alliés pour assurer la défense de la patrie soviétique. La Russie adhéra à la Société des Nations et, en 1935, signa le Pacte Laval-Staline, un pacte d'assistance militaire franco-soviétique. Pendant toute cette période, le Comintern a cherché à se faire bien voir des bourgeoisies des pouvoirs impérialistes démocratiques en réfrénant de façon calculée les mouvements prolétariens révolutionnaires en Europe. La méthode : des alliances de collaboration de classes avec la bourgeoisie et la participation dans ses gouvernements, c'est-à-dire le front populaire. La couverture : la lutte contre le fascisme. Le Comintern argumentait que le principal danger menaçant maintenant la classe ouvrière était le fascisme, et que le fascisme menaçait aussi la paysannerie, la petite bourgeoisie et même des sections de la bourgeoisie. La lutte pour la révolution socialiste n'était donc plus à l'ordre du jour :

« Maintenant les masses travailleuses dans nombre de pays capitalistes doivent faire un choix définitif, et elles doivent le faire tout de suite. Elles ne doivent pas choisir entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. »

— Rapport au 7^e Congrès du Comintern, par Georgi Dimitroff, 1935

Jusqu'à ce que le Pacte Laval-Staline soit signé, le PC français était connu pour avoir toujours voté au Parlement contre le budget militaire de l'impérialisme français et pour l'avoir fait avec fierté. Mais à la suite de ce nouvel accord entre leurs dirigeants

bourgeois et Staline, *l'Humanité* proclama : « Staline a raison. » C'était un soutien à la politique de « défense nationale » de leur propre bourgeoisie contre les autres pays impérialistes. A partir de ce moment, le PC allait devenir un défenseur conséquent de *la Marseillaise* et du drapeau tricolore. Son alliance avec les impérialistes soi-disant « antifascistes » annonçait que le PC était prêt à commettre les pires trahisons contre la classe ouvrière, de façon centrale en bloquant la voie de la révolution ouvrière.

Le programme trotskyste pour la révolution

Ayant placé le contexte international de la crise révolutionnaire qui a éclaté en France dans les années 1930, voyons comment cela s'est développé et la bataille entre les programmes révolutionnaire et réformistes. Le 6 février 1934 plusieurs milliers de fascistes et de royalistes en armes déclenchèrent une émeute à Paris en cherchant à faire un coup d'Etat. Cela aboutit au renversement du gouvernement de « Cartel des gauches » d'Edouard Daladier qui fut remplacé par le conservateur Doumergue. Jusqu'à ce moment-là, il y avait un certain sentiment chez les dirigeants du PC et du PS que le fascisme n'avait rien à voir avec la République française « démocratique ». Avec son document *Où va la France ?* publié fin octobre 1934, Trotsky, qui comprenait que la France évoluait vers une situation révolutionnaire, explique que dans tous les pays opèrent les mêmes lois historiques, les lois du déclin capitaliste :

« Si les moyens de production continuent à rester dans les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'y a pas de salut pour la société. Elle est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. [...] La bourgeoisie a mené sa société à une banqueroute complète. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut supporter plus longtemps l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers à l'aide de la violence physique. Mais on ne peut pas venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans par la police seule. Faire marcher l'armée contre le peuple, c'est trop souvent impossible ; elle commence par se décomposer et cela s'achève par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pourquoi le grand capital est contraint de créer des bandes armées particulières, spécialement dressées contre les ouvriers, comme certaines races de chiens sont dressées contre le gibier. La signification historique du *fascisme* est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique. »



Keystone

Grève de couturières chez Paquin pendant l'été 1935

Les fédérations syndicales dirigées par la SFIO et le PC, sous une énorme pression de leur base, conduisirent une grève générale et une manifestation commune de masse le 12 février 1934 contre la menace fasciste et la répression policière contre les travailleurs. Rien que de par sa taille, elle servit effectivement à repousser les fascistes pendant quelques mois, mais leur menace restait tout aussi réelle. Puis, en juin 1934, Maurice Thorez, le dirigeant du PC, proposa un « front unique » à la SFIO qui en fait prit la forme d'un pacte de non-agression où les deux parties refusaient de se critiquer mutuellement. Tout en soutenant totalement des actions de front unique du PS et du PC contre la réaction fasciste, Trotsky s'en prit à leur bloc sur la base qu'il limitait ces actions à des manœuvres parlementaires et des alliances électorales, et refusait de chercher à mobiliser les travailleurs dans une lutte extra-parlementaire dans la rue contre le fascisme, une lutte qui aurait bien pu ouvrir la perspective d'une révolution prolétarienne.

Trotsky, en collaboration avec ses partisans en France, les Groupes bolchéviques-léninistes (GBL), aida à l'élaboration d'un programme d'action clair. Il lutta pour forger une direction révolutionnaire qui pourrait, comme le Parti bolchévique l'avait fait 20 ans auparavant, diriger le prolétariat dans une lutte pour le pouvoir par tous les moyens, sur la base d'une mobilisation indépendante de toutes les ailes de la bourgeoisie. Pendant que les dirigeants sociaux-démocrates se tournaient vers le gouvernement bourgeois et vers l'Etat pour qu'il désarme les fascistes, les trotskystes insistaient : « Nous nous refusons à semer l'illusion criminelle qu'un gouvernement capitaliste puisse réellement procéder au désarmement des bandes du capitalisme » (« Programme d'action pour la France », numéro spécial de *la Vérité*, juin 1934). Trotsky expliquait que les flics sont les bandes armées légales défendant la propriété privée, et les fascistes sont leurs troupes de choc extra-parlementaires servant le même maître, et c'est pourquoi il est utopique, et en dernier ressort suicidaire, d'appeler l'Etat bourgeois à interdire les fascistes. Les partisans de Trotsky appelaient à l'armement du prolétariat et à l'organisation de sa défense dans des milices ouvrières basées sur les usines. Tout comme pour une grève il faut des piquets de grève, la lutte contre les fascistes, qui sont armés pour écraser les organisations ouvrières, exige des milices. Cependant le PC s'opposait à l'appel à des milices ouvrières, qu'il considérait comme provocateur, et refusait d'armer les ouvriers en insistant qu'il n'y avait pas de « situation révolutionnaire ». Il argumentait au lieu de cela pour l'« autodéfense de masse » qui devait, de façon absurde, renoncer aux armes pour éviter de tomber dans le « putschisme », laissant ainsi criminellement les travailleurs exposés.

Le « Programme d'action pour la France » des trotskystes non seulement appelait à des milices ouvrières et à des comités de lutte, il demandait aussi de tels comités pour les soldats et les paysans, en tant qu'embryons de futurs soviets (organes de double pouvoir) dans la lutte de classe qui se développait. La paysannerie constituait presque la moitié de la population en France à cette époque, et les paysans, ainsi que d'autres couches de la petite bourgeoisie, avaient aussi été pressurés et écrasés par la crise de 1929 et ils cherchaient un programme de survie. En dernier ressort ils pouvaient aller ou bien aux fascistes, comme en Allemagne, ou bien au mouvement



Manifestation à Toulon le 8 août 1935

Keystone

ouvrier, à condition que celui-ci leur montre qu'il prétendait sérieusement, de façon révolutionnaire, à la prise du pouvoir, comme en Russie en 1917. Dans ce but le programme d'action trotskyste appelait à aider les petites entreprises et la paysannerie, tout en expropriant les grandes propriétés. Il demandait aussi des services sociaux qui soient mis en œuvre par et pour les masses travailleuses, l'abolition du « secret commercial » pour mettre à nu la banqueroute du capitalisme, le contrôle ouvrier et paysan sur les banques, l'industrie et le commerce, des nationalisations sans compensation, la semaine de 40 heures avec des augmentations de salaire, à travail égal salaire égal, la « suppression de toute législation particulière pour les travailleurs étrangers et coloniaux » (et aussi le droit à l'autodétermination pour les peuples coloniaux, jusques et y compris la séparation s'ils le veulent), et le monopole du commerce extérieur. Le programme faisait le lien entre la lutte à mener en France et la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe et la défense inconditionnelle de l'Union soviétique.

La mise en place du Front populaire

Mais l'obstacle principal à ce plan d'action révolutionnaire, c'était le caractère conservateur et passif des dirigeants réformistes des organisations ouvrières de masse, et leur refus de mobiliser la classe ouvrière de façon indépendante. Et, alors que la SFIO social-démocrate avait évolué temporairement vers la gauche sous la pression de sa base, en s'éloignant de son bloc traditionnel avec les Radicaux bourgeois (le « Cartel des gauches »), le PCF, sous les directives du dernier tournant de Moscou, bougea plus vite – mais dans l'autre direction – en appelant à partir de fin 1934 à un bloc avec les mêmes Radicaux. En juillet 1935 la coalition entre le PC et la SFIO fut étendue pour inclure les Radicaux, précisément au moment où la petite bourgeoisie se détournait de ces derniers. Ce parti bourgeois « de gauche », basé sur la petite bourgeoisie urbaine et rurale, était fermement dévoué à l'entreprise privée et à la propriété privée. Le PCF, afin de sauver l'unité avec les Radicaux, insistait que le programme du Front populaire soit restreint à la défense de la République contre le fascisme, et à des mesures contre la récession économique et quelques réformes ouvrières.

A peine quelques semaines après la signature du bloc avec les Radicaux éclatait une grève des dockers à Brest contre un décret gouvernemental réduisant les salaires des fonctionnaires.

res de 10 %. Le préfet réagit en envoyant la police, les gendarmes et les gardes mobiles occuper les docks. Le lendemain les travailleurs attaquèrent le commissariat de police, le bureau de poste, la gare et autres institutions. Un jeune travailleur qui essayait de ramener le drapeau tricolore pour le remplacer par un drapeau rouge fut frappé par la police. Il y eut trois morts et des dizaines de blessés. La scène se répéta à Toulon, où 3 000 ouvriers du port se mobilisèrent spontanément et manifestèrent en chantant *l'Internationale*. Tout le port fut paralysé, des barricades furent dressées, et une nouvelle fois la police tua cinq ouvriers et fit de nombreux blessés. Et sur au moins quatre bateaux les marins mirent crosse en l'air.

Trotsky réagit aux grèves en appelant à l'élection de comités d'action pour organiser et lier les grèves, les protestations, les combats avec les fascistes, afin de donner aux ouvriers un avant-goût de leur propre pouvoir pour les luttes prochaines, et pour combattre la politique paralysatrice du bloc de Front populaire qui venait d'être créé.

« Les ouvriers ne peuvent élire les comités d'action que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

« Il ne s'agit pas d'une représentation *démocratique de toutes et de n'importe quelles* masses, mais d'une représentation *révolutionnaire* des masses *en lutte*. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte. »

— « Front populaire et comités d'action », 26 novembre 1935

Trotsky argumentait que, dans de véritables élections de masse à de tels comités, les travailleurs éjecteraient les Radicaux bourgeois, qui défendraient leur propre classe et s'opposeraient aux grèves et aux attaques contre leur sacro-saint principe de la « propriété privée ». De cette manière les comités d'action, qui étaient conçus comme un pont vers l'établissement de soviets, des organes de pouvoir prolétarien, pouvaient chercher à desserrer l'étau de la collaboration de classes des dirigeants communistes, et leur programme de défaite. Entre 1934 et 1936, Trotsky et ses partisans intervinrent de façon répétée avec diverses tactiques pour préparer les conditions nécessaires à la poursuite de cette ligne d'action — l'indépendance politique de la classe ouvrière vis-à-vis de la bourgeoisie — afin de paver la voie à la révolution socialiste.

Face à la grève de Brest, le PCF porta un coup de poignard à la classe ouvrière : Jacques Duclos publia un article dans *l'Humanité* du 8 août, où il qualifiait la grève de « jeu dangereux » et accusait les grèves d'être causées par des éléments provocateurs entretenus par le gouvernement Laval ! *l'Humanité* ajoutait : « Quant à l'opération qui consiste à arracher le drapeau tricolore [de la sous-préfecture de Brest] elle porte elle aussi la marque de la provocation [...]. Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs » (cité par Jacques Kergoat, *la France du Front populaire*). Cela ne peut pas être plus clair. Trotsky, lui, réagit de la manière suivante : « Les événements révolutionnaires de Toulon, Le Havre et Brest [...] sont d'une importance capitale [...]. Nous avons toujours affirmé que la révolte était en train de grandir dans les masses travailleuses, et que ce sont précisément les organisations ouvrières, partis et syndicats, qui les empêchent de trouver une issue dans leur volonté de combat. C'est maintenant prouvé et archi-prouvé. »

— « Après les événements de Toulon », 11 août 1935

La putréfaction chauvine du PCF apparaît clairement aussi quelques mois plus tard, dans le discours de Thorez, le diri-

geant du PCF de l'époque, à la radio le 17 avril 1936. Il y explique que les communistes travaillent « à la véritable réconciliation du peuple de France » et conclut :

« Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, paysan, nous qui sommes laïques, parce que tu es notre frère, et que tu es, comme nous, accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu [un des groupes fascistes de l'époque] parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption, parce que tu veux, comme nous, éviter que le pays ne glisse à la ruine et à la catastrophe. »

— cité par J. Kergoat dans *la France du Front populaire*

On pourrait se demander comment le PC fut capable de conserver sa base ouvrière de masse avec une politique aussi misérable de capitulation au capitalisme français ; il faut se rappeler qu'à cette époque tumultueuse le PC bénéficiait encore de l'autorité de la Révolution russe et, tout en insistant qu'il n'y avait pas de « situation révolutionnaire » et tout en refusant d'armer les ouvriers, il cherchait à couvrir ses trahisons avec de la phraséologie radicale sur la dictature du prolétariat comme but ultime — mais que la tâche du jour était d'assurer l'alliance avec la petite bourgeoisie (en réalité, l'alliance avec les Radicaux bourgeois). Il cherchait aussi, selon la politique du Comintern mentionnée précédemment, à utiliser le danger bien réel du fascisme et la nécessité de le combattre pour ramener les ouvriers vers le soutien au front populaire.

Lors des élections d'avril-mai 1936, le Front populaire emporta une majorité significative. Le PC refusa de participer directement au gouvernement, mais ce n'était certainement pas du fait d'une quelconque opposition de gauche de principe. Voici comment le PC décrivait la chose :

« Nous sommes convaincus que les communistes serviront mieux la cause du peuple en soutenant loyalement sans réserves et sans éclipses, le gouvernement à direction socialiste, plutôt qu'en offrant, par leur présence dans le cabinet, le prétexte aux campagnes de panique et d'affolement des ennemis du peuple. »

— *ibid.*

Trotsky dénonça cela en ces termes :

« Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure, pour assujettir d'autant mieux les masses ouvrières au Front populaire, c'est-à-dire à la discipline du capital. »

— *Où va la France ?*, « L'étape décisive », 5 juin 1936

Il insistait que le Front populaire était juste une autre forme de comité exécutif pour mettre en œuvre la dictature de la bourgeoisie, quelles que soient les formes démocratiques pour dissimuler l'exploitation capitaliste. Et l'Etat bourgeois demeure inchangé, que ce soit sous un gouvernement de droite ou de front populaire, avec son corps des officiers, ses gardiens de prison, sa police pour protéger l'ordre social des formes de propriété privée capitaliste. Avant comme après l'élection du Front populaire, les décisions continuaient d'être prises par la même poignée de capitalistes, de banquiers, de hauts fonctionnaires. Selon André Ferrat (cité dans *Juin 36*, le livre de Jacques Danos et Marcel Gibelin) :

« Il n'y eut aucun mouvement préfectoral extraordinaire. A la police, aucune mesure notable, en dehors de la mise à la retraite du directeur de la police municipale — son remplaçant ne valant guère mieux — et de simples mutations comme, par exemple, le passage du directeur de la Sûreté nationale à une importante fonction au Quai d'Orsay. »

Dans la magistrature ce sont les juges « les plus rétrogrades » qui eurent de la promotion. Dans le protectorat du Maroc le proconsul Peyrouton devint ambassadeur et fut rem-

placé par le général Noguès, et ainsi de suite. Les décisions continuaient d'être prises par le même personnel pour les mêmes intérêts de classe capitaliste. Même la Banque de France ne fut pas nationalisée.

La révolution française désarmée par le front populaire

Avant même que le Front populaire, qui venait de gagner les élections début mai 1936, prenne les rênes du gouvernement, une vague révolutionnaire déferla sur le pays. Des grèves éclatèrent d'abord dans les usines d'aviation du Havre, de Toulouse et de Courbevoie. Puis, le 24 mai, la manifestation annuelle pour la commémoration de la Commune de Paris attira 600 000 ouvriers avec des drapeaux rouges et chantant l'*Internationale*. Le lendemain, de nombreuses grèves éclatèrent dans tout Paris, et le 28 les 30 000 travailleurs de Renault-Billancourt partirent en grève. A son point culminant, le 11 juin, on compte près de deux millions de grévistes. Toutes les corporations sont touchées, notamment les cœurs industriels. L'ouvrage de Danos et Gibelin donne un aperçu saisissant de l'ampleur de la lutte. Ils racontent que la grève est centrée sur la métallurgie dans les régions industrielles de la région parisienne et du Nord, mais elle est également générale dans la pâtisserie, la confiserie, l'industrie du bois et de l'ameublement, etc. Les femmes aussi ont joué un rôle important. Elles formaient une partie non négligeable du prolétariat ; par exemple, dans les grands magasins, le textile et l'habillement, où elles étaient encadrées par une maîtrise masculine, elles ont très largement participé au mouvement.

Les grèves ouvrières s'étendirent, de façon significative, à des occupations d'usines et dans certains cas à l'établissement de comités de grève – l'embryon de futurs soviets pour lesquels s'étaient battus les trotskystes, remettant en question le principe de la propriété privée des moyens de production. La bourgeoisie dans son entièreté, affolée, va se précipiter pour que le Front populaire assume le gouvernement le plus rapidement possible et désamorce cette situation révolutionnaire. Selon les termes de Lebrun, président de la République, que rapporte Léon Blum au procès de Riom (procès intenté par le gouvernement de Vichy à Léon Blum) :

« Les ouvriers ont confiance en vous. Puisque vous ne pouvez convoquer les Chambres avant samedi et que certainement dans votre déclaration ministérielle vous allez leur promettre le vote immédiat des lois qu'ils réclament, alors je vous en prie, dès demain adressez-vous à eux par la voix de la radio. Dites-leur que le Parlement va se réunir, que dès qu'il sera réuni vous allez lui demander le vote rapide et sans délai des lois dont le vote figure sur leurs cahiers de revendications en même temps que le relèvement des salaires. Ils vous croiront, ils auront confiance en vous, et alors peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il ? »

– Léon Blum devant la cour de Riom, éd. de la liberté, 1945

Comme le dit lui-même Blum à Riom : « Mais je dois vous dire qu'à ce moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur. » (*ibid.*)

Les accords de Matignon : des réformes très piètres en réalité

C'est exactement ce que le Front populaire de Blum va faire avec les accords de Matignon. Blum va donc organiser des négociations avec les organisations ouvrières, pensant que l'autorité du Front populaire suffira à faire reprendre les ouvriers. Les discussions entre le gouvernement Blum et ses

« partenaires sociaux » de l'époque qui soutiennent le Front populaire, notamment la CGT, vont donc aboutir aux accords de Matignon du 7 juin 1936. Ces accords légalisent l'action syndicale dans les entreprises, définissent le principe des conventions collectives et octroient des augmentations de salaires de 12 % en moyenne (l'indice du coût des denrées alimentaires avait augmenté de 25 % entre août 1935 et mai 1936). De plus des lois seront votées instituant la semaine de 40 heures et deux semaines de congés payés.

Aujourd'hui on nous présente cela comme d'énormes acquis obtenus grâce au front populaire. La LCR de Besançon, par exemple, qui se présente de temps en temps comme « trotskyste », a publié un article en deux parties dans *Rouge* (1^{er} et 8 juin 2006) où ils écrivent : « Il y a 70 ans, le Front populaire remportait les élections, dans un contexte politique caractérisé par sa radicalité. De considérables avancées sociales s'ensuivirent. » La vérité, c'est que les avancées étaient dues à la vague de grèves massives, que le Front populaire s'employa à désamorcer et, même après sa lutte courageuse et déterminée, la classe ouvrière demeurait brutalement exploitée et opprimée. Les réformistes font naturellement disparaître le fait que le front populaire a servi à sacrifier la possibilité d'une révolution socialiste pour exproprier la classe capitaliste à cette époque. Trotsky écrivait :

« Tout le fond de la chose est en ceci : les réformes, très piètres en réalité, sur lesquelles se sont mis d'accord les capitalistes et les chefs des organisations ouvrières, ne sont pas viables, car elles sont au-dessus des forces du capitalisme déjà décadent, pris dans son ensemble. L'oligarchie financière, qui fit des affaires magnifiques au plus fort de la crise, peut, assurément, s'accommoder de la semaine de 40 heures, des congés payés, etc. Mais des centaines de milliers de moyens et petits industriels, sur qui s'appuie le capital financier et sur qui il fait retomber maintenant les frais de son accord avec Blum, doivent soit se ruiner docilement, soit tenter, à leur tour, de faire retomber les frais des réformes sociales sur les ouvriers et les paysans, comme sur les consommateurs. »

– *Où va la France ?*, « Devant la seconde étape », 9 juillet 1936

C'est exactement comme cela que ça s'est passé avec la politique d'inflation qui a rongé les concessions salariales en moins d'un an. En fait une très grosse partie des acquis ont été annihilés rapidement.

Malgré les accords de Matignon et la modération des bureaucrates syndicaux qui freinaient des quatre fers, les grèves ont continué à s'étendre dans les jours qui ont suivi.

Pour que le mouvement s'arrête, le rôle du PCF, qui était très fortement implanté dans la classe ouvrière et ses secteurs stratégiques, a été crucial. Le véritable tournant qui a amorcé la reprise du travail, c'est un discours du 11 juin du secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, devant des milliers de militants du PCF de la région parisienne. C'est là que Thorez a eu l'expression tristement célèbre :

« Alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas été encore acceptées, mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles des revendications. »

– Jacques Danos et Marcel Gibelin, *Juin 36*

Dès le lendemain matin les bureaucrates syndicaux et les militants du PCF sont retournés intervenir dans les usines occupées, mettant tout leur poids dans la balance pour faire appliquer cette ligne. *C'est le PCF qui a joué le rôle déterminant pour trahir la grève, et c'était d'autant plus facile qu'il soutenait le gouvernement de l'étranger.*

[A SUIVRE]

Airbus...

Suite de la page 2

La situation à Airbus réclame une lutte de classe solide et coordonnée des ouvriers en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Espagne pour frapper les patrons d'Airbus là où cela leur fait mal, en arrêtant la production et le flot des profits. Les patrons d'Airbus, dont les carnets de commande demeurent pleins malgré les difficultés depuis un an, sont « hautement vulnérables » à des grèves, comme le disait lui-même le co-président allemand Thomas Enders au magazine allemand *Focus* : « Des grèves plus longues nous affecteraient durement et nous rejeteraient encore plus en arrière. » Avec un cynisme écœurant ce capitaliste ajoute, alors qu'il vient d'annoncer un plan de « restructuration » condamnant des milliers de personnes au chômage : « Cela ne peut pas être dans l'intérêt des salariés. »

Les bureaucrates syndicaux sont d'accord avec Enders là-dessus. Toute leur perspective dans la crise d'Airbus est définie par la collaboration de classes et le protectionnisme – la politique de s'allier avec sa propre bourgeoisie et son gouvernement, afin qu'ils interviennent contre leurs concurrents capitalistes étrangers et qu'ils « sauvent » l'industrie nationale. Ils ont fait des heures supplémentaires pour dévoyer la colère et l'opposition des travailleurs d'Airbus vers des appels protectionnistes à leur gouvernement capitaliste respectif, afin de maintenir l'influence de leur propre bourgeoisie nationale dans Airbus et sa société mère, EADS. La fédération syndicale IG Metall, par exemple, a mobilisé environ 24 000 travailleurs lors de protestations dans toutes les usines allemandes d'Airbus le 2 février ; ces protestations étaient dominées par le protectionnisme chauvin. Lors du rassemblement à Hambourg, Rüdiger Lütjen, le secrétaire du comité d'entreprise de groupe (*Gesamtbetriebsrat*), déclama : « J'ai l'impression que l'Angleterre et l'Espagne reçoivent une charge de travail supplémentaire, et que c'est nous les Allemands qui devons payer l'addition » (cité dans le *Hamburger Abendblatt*, 3-4 février). Les dirigeants syndicaux en France et en Grande-Bretagne ont réagi avec du poison chauvin comparable. Après la publication de « Power 8 » un représentant de Force ouvrière à Toulouse a déclaré : « Seule Hambourg profiterait de l'augmentation des cadences de production allant jusqu'à 45 appareils pour la famille A320. C'est inacceptable » (*Junge Welt*, 6 mars).

Avec la lutte acharnée que se livrent les bureaucrates syndicaux, sur une base nationaliste traître, pour savoir quel site de production doit être sacrifié, ce qui a été saboté c'est une protestation véritable contre les plans des patrons d'Airbus. Quand des dizaines de milliers de personnes ont protesté en Allemagne le 2 février, il n'y en avait que 100 à Toulouse. Ensuite, quand des protestations étaient appelées en France pour le 6 mars, les bureaucrates allemands ont réagi en cajolant les ouvriers des sites d'Airbus de Varel, Nordenham et Laupheim (où il y avait eu des arrêts de travail spontanés suite à l'annonce que ces usines allaient être vendues par Airbus dans le cadre du plan « Power 8 ») **afin qu'ils reprennent le travail !** Une « journée de mobilisation à l'échelle européenne » le 16 mars, originellement prévue à Bruxelles, a été abandonnée en faveur de manifestations nationales séparées. Même si les bureaucrates et leurs apologistes de gauche font parfois des déclarations pour la forme qu'il ne faut pas « se laisser dresser les uns contre les autres », ils ne disent cela que pour se couvrir le cul ; la ligne politique de ces manifestations dans les différents pays demeure clairement, sur le

fond, la suivante : construire l'« unité nationale » avec ses « propres » capitalistes et leur gouvernement, et **contre** les travailleurs d'autres pays. Par exemple, la liste des orateurs annoncée pour la manifestation d'IG Metall à Hambourg comprend les chefs de gouvernement capitalistes (pour la plupart membres de la CDU [démocrate-chrétienne]) dans les *Länder* allemands où se trouvent des sites Airbus, et l'appel pour la manifestation « Nous nous battons pour notre avenir ! » fait explicitement référence aux seuls sites **allemands** d'Airbus.

Ce protectionnisme nationaliste est 100 % à l'opposé de la lutte de classe internationale qu'il faut mener en urgence contre « Power 8 » et les nombreuses autres attaques des capitalistes. Le nationalisme est inhérent au système capitaliste, qui opère en dressant une classe capitaliste nationale contre une autre, créant constamment de nouvelles inégalités et de nouvelles crises. De l'autre côté, le caractère international de la classe ouvrière lui donne potentiellement une énorme supériorité sur la bourgeoisie, si la classe ouvrière coordonne, au-delà des divisions nationales et autres, les luttes interdépendantes des travailleurs dans divers pays. C'est exactement ce que les bureaucrates syndicaux refusent de faire, du fait de leur loyauté au système capitaliste basé sur l'exploitation d'une classe, le prolétariat, par une classe dirigeante minuscule mais fabuleusement riche, la bourgeoisie. A l'opposé, une stratégie lutte de classe veut dire mobiliser la puissance sociale des syndicats pour lutter pour satisfaire les besoins pressants des masses travailleuses et pauvres, **indépendamment** des intérêts de la bourgeoisie nationale et **contre** eux.

Les patrons français et allemands d'EADS/Airbus sont divisés sur la question de savoir où ils doivent réduire leurs investissements et dépenses de développement, mais ils sont unis dans leur exigence d'extraire autant de profits qu'ils peuvent des travailleurs de tous les pays. Il faut que les syndicats présentent un front uni : les pertes d'Airbus, qu'elles proviennent des ennuis de livraison de l'A380 ou d'autres problèmes, c'est le problème des capitalistes, et ces pertes peuvent être couvertes par leurs gigantesques profits. Une direction syndicale lutte de classe exigerait que les capitalistes d'Airbus ouvrent leurs livres de compte pour qu'on voie leurs énormes profits et comment les patrons essaient de faire endosser leur crise actuelle aux ouvriers. Une telle direction lutterait aussi pour le principe : à travail égal, salaire égal et conditions de travail égales, que le travail soit fait par des intérimaires, par des employés de sociétés sous-traitantes allemandes ou françaises d'Airbus/EADS, ou par des sociétés appartenant à des capitalistes de Russie, d'Inde ou des Emirats arabes unis. Ce serait là un pas en avant important, notamment pour restaurer la puissance des syndicats, qui sont minés depuis des années par des accords pourris passés par les bureaucrates syndicaux, avec pour justification le « maintien du site de production », introduisant des clauses au rabais pour les nouveaux embauchés et divisant les travailleurs. **Il faut syndiquer les non-syndiqués !**

Si les usines Airbus fonctionnent à plein régime, voilà un bon argument pour des programmes d'embauche et de formation contrôlés par les syndicats dans toutes les usines pour satisfaire la demande. Plus largement, les syndicats ont un intérêt vital à faire leur la lutte contre le chômage, pour des emplois pour tous avec un salaire décent tout en réduisant le temps de travail et en ajustant les salaires selon l'inflation. Le fait que ce besoin de base se heurte aux limites de ce que peuvent offrir les capitalistes et leurs gouvernements montre que ce système est devenu depuis longtemps une entrave au déve-

loppement des forces productives dans l'intérêt de l'humanité. La nécessité brûlante d'une lutte de classe internationale des travailleurs contre les attaques capitalistes conduit inexorablement à la nécessité de renverser ce système irrationnel et de le remplacer par une économie socialiste planifiée basée sur le pouvoir des travailleurs. Ainsi, il y a un lien indissoluble entre libérer la puissance potentielle massive des syndicats en Europe et lutter pour une direction socialiste révolutionnaire de la classe ouvrière, ce qui est notre perspective. Comme le révolutionnaire russe Léon Trotsky le disait dans *les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* (1940), les syndicats peuvent ou bien devenir des organes pour subordonner la classe ouvrière aux capitalistes et à leur Etat, ou bien devenir les instruments de la lutte de classe révolutionnaire.

Les conflits actuels à l'intérieur d'Airbus et d'EADS – une entreprise fondée pour faire contrepoids à Boeing et donner davantage d'indépendance militaire aux impérialistes européens – soulignent la nature et les contradictions de l'Union européenne (UE). L'UE est une alliance capitaliste réactionnaire des impérialistes européens et de pays capitalistes plus petits, fondée à l'origine pour soutenir la campagne de guerre antisoviétique de l'OTAN pendant la guerre froide ; elle s'est ensuite étendue et transformée dans le but d'attaquer la classe ouvrière et les immigrés à l'intérieur, et de concurrencer ses rivaux impérialistes américains et japonais. A l'intérieur de cette coalition, les puissances impérialistes – la France et l'Allemagne, « noyau dur » de l'Europe, ainsi que la Grande-Bretagne, historiquement alliée aux USA – jouent des coudes pour imposer leur influence, et ce sont ces conflits d'intérêts qui se trouvent derrière les disputes sur les décisions stratégiques et sur l'accès d'EADS aux technologies clés. En tant qu'internationalistes prolétariens révolutionnaires, la LCI et ses sections européennes s'opposent par principe à l'UE capitaliste et à la forteresse Europe raciste. Nous lui opposons la lutte pour la révolution ouvrière et les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Toutes les ailes de la bureaucratie syndicale, et de la social-démocratie qui la domine (le PS et le PCF en France, le SPD et le Linkspartei/WASG en Allemagne, le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le PSOE en Espagne) s'opposent totalement à cette perspective, et subordonnent les intérêts de leur base ouvrière à ceux de leurs « propres » impérialistes. Tout en s'opposant à certains aspects de l'UE, ils soutiennent fondamentalement cette alliance capitaliste ; ils demandent tout au plus un vernis « social » pour cet instrument d'oppression capitaliste et d'exploitation impérialiste. En ce qui concerne la WASG, celle-ci est pour une alternative protectionniste pour les capitalistes, avec une intervention de l'Etat accrue et une alliance des impérialismes français et allemand pour s'opposer au « néo-libéralisme » et maintenir le *statu quo* capitaliste de l'« Etat-providence » sous une forme ou une autre. Ainsi, Herbert Schui, porte-parole de la WASG, faisait appel, dans un communiqué de presse en date du 20 février, au gouvernement CDU/SPD pour qu'il arrête de « regarder faire pendant qu'Airbus Allemagne se fait devancer » ; à la place il lui propose d'« entrer [en tant que partenaire] dans Airbus et de pousser en avant le développement technologique dans la production aéronautique civile ». Une déclaration commune d'Oskar Lafontaine, chef de la WASG, et de Marie-George Buffet, dirigeante du PCF, citée dans *l'Humanité* (7 février), contient le même argument : « Les Etats doivent avoir une influence directe sur la stratégie d'entreprise d'EADS. » S'ils appellent à ne pas diviser les travailleurs français et allemands, c'est seulement parce qu'ils sont pour une coopération plus

étroite des gouvernements français et allemand contre Boeing, dressant ainsi les travailleurs d'Airbus contre leurs collègues américains. A l'opposé du social-chauvinisme du PCF et de Lafontaine, nous luttons pour la révolution ouvrière dans le ventre de la bête impérialiste US. Il est crucial de gagner les travailleurs à une perspective révolutionnaire internationaliste et de combattre le chauvinisme protectionniste. Comme l'écrivaient nos camarades de la SL/U.S. dans un article sur une grève chez Boeing en 2005 :

« La réaction de la bureaucratie syndicale est d'essayer de dresser les travailleurs aux USA contre leurs frères et sœurs de classe à l'étranger, au moyen de campagnes chauvines pour "garder nos emplois" aux USA. Ce qu'il faut au contraire, c'est unifier les travailleurs au-delà des lignes nationales, dans une lutte contre l'ennemi commun, les capitalistes. »

– *Workers Vanguard* n° 854, 16 septembre 2005

Le chauvinisme protectionniste des bureaucrates syndicaux est aujourd'hui surtout dirigé contre la « concurrence des bas salaires » d'Europe de l'Est et d'Asie (notamment de Chine). Par exemple, selon un article de *Welt Online* (26 octobre 2006),

« après l'accord pour une usine de montage d'Airbus en Chine, le syndicat français CGT, proche des communistes, craint des suppressions de postes en Europe. "Le syndicat se fait surtout du souci pour les unités de production en Allemagne ainsi qu'à Nantes et Méaulte", a déclaré un porte-parole du syndicat à Toulouse. »

Un représentant du comité d'entreprise (*Betriebsrat*) allemand de Stade n'était pas d'accord qu'il y ait une menace immédiate pour les emplois allemands, mais il se faisait tout de même l'écho des plaintes de la bourgeoisie allemande sur le « vol de technologie » par la Chine :

« Mais il a mis en garde contre un transfert trop important de technologie vers la Chine. "Des emplois en Allemagne pourraient alors être menacés également". »

Tout comme le protectionnisme chauvin dirigé contre d'autres sites Airbus en Europe, ceci a pour but de mobiliser les travailleurs en Europe derrière les intérêts particuliers de leurs « propres » impérialistes. C'est une double trahison, parce que cela sert à faire avancer les objectifs des impérialistes allemands et d'autres impérialistes européens : miner de l'intérieur l'Etat ouvrier déformé chinois et fomenter la contre-révolution capitaliste. Nous nous opposons aux efforts des bureaucrates syndicaux pour nier à la Chine le droit élémentaire de se livrer au commerce, d'acheter et de vendre sur le marché mondial. Le protectionnisme contre la Chine va de pair avec l'agitation anticommuniste de commentateurs bourgeois comme Gabor Steingart, du *Spiegel*, qui préconise une alliance impérialiste contre la Chine sous prétexte de défendre le niveau de vie des ouvriers, et qui crie : « Protectionnisme ! l'Occident doit se défendre. » Les travailleurs d'Europe qui se font embobiner par cela n'ont qu'à jeter un regard sur les effets de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique ; les capitalistes ont utilisé internationalement la contre-révolution pour passer sur le corps des ouvriers et des opprimés dans le monde entier, démanteler les acquis sociaux y compris en Europe de l'Ouest, accroître la terreur raciste et lancer une série de guerres impérialistes et d'occupations coloniales. Cette défaite d'ampleur historique mondiale pour la classe ouvrière internationale serait décuplée si les impérialistes parvenaient à restaurer une exploitation capitaliste sans entraves en Chine. C'est pourquoi nous, trotskystes, luttons pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste, et pour virer la bureaucratie sta-

linienne parasitaire et la remplacer par le pouvoir des conseils ouvriers et paysans – une révolution politique prolétarienne.

L'« extrême gauche » à la traîne de la social-démocratie se fait l'écho du protectionnisme de la bureaucratie syndicale avec ses appels réformistes à ce que les gouvernements capitalistes sauvent Airbus. Ainsi, la LCR pabliste écrit :

« Plus un sou pour les gros actionnaires. Nous proposons que l'Etat prenne ses responsabilités. Il faut "renationaliser" Airbus, sous le contrôle des salariés et de leurs organisations syndicales, dans le cadre d'une entreprise publique aéronautique européenne »

– Rouge, 8 mars

Les gouvernements capitalistes pour lesquels ils ont voté, comme le front populaire dirigé par Jospin, qui comprenait le PCF, ont mené des attaques massives contre la classe ouvrière. Aujourd'hui le PCF et une coterie de groupes de gauche préparent la prochaine trahison en soutenant la campagne pour que Royal devienne flic en chef de l'Etat français. La WASG a le même objectif, comme l'a encore confirmé récemment Lafontaine en annonçant son désir de gouverner en coalition avec le SPD (ce que fait déjà le PDS au niveau régional). Les suivistes « de gauche » de ces partis, comme le SAV en Allemagne (section du CIO de Peter Taaffe [dont est membre en France la Gauche révolutionnaire]) n'ont aucun problème pour entrer dans un gouvernement bourgeois, tant qu'il s'engage verbalement à ne pas empirer (!) les conditions de vie des travailleurs. Quant à la LCR, elle dit clairement qu'elle est prête à « prendre ses responsabilités » dans un gouvernement, du moment qu'il est « anticapitaliste ». A l'opposé du programme réformiste de prendre des responsabilités dans l'Etat bourgeois, ce qu'il faut c'est une lutte pour

préparer la classe ouvrière à ce qu'elle prenne dans ses propres mains les destinées de la société en remplaçant les organes répressifs de l'Etat capitaliste par ses propres organes de pouvoir ouvrier. Les réformistes d'« extrême gauche », qui s'opposent à cette perspective révolutionnaire, mentionnent à peine le protectionnisme chauvin des bureaucrates syndicaux, et encore moins présentent une alternative programmatique à celui-ci. Ils voient dans l'Etat bourgeois un moyen de contrôler les excès du capitalisme, et non un instrument de la domination de classe de la bourgeoisie. Contre cela Lénine, dirigeant de la Révolution d'octobre 1917, expliquait dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* que « les monopoles privés et les monopoles d'Etat s'interpénètrent à l'époque du capital financier, les uns et les autres n'étant que des chaînons de la lutte impérialiste entre les plus grands monopoles pour le partage du monde ».

Au fond, la question c'est quelle classe doit avoir le pouvoir. La concurrence et les rivalités entre les « grandes » puissances impérialistes concernant les sphères d'influence et d'exploitation conduisent inévitablement à des guerres commerciales et ensuite à de vraies guerres, qui sont les moyens ultimes de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts contre ses concurrents. Pour la bourgeoisie, le protectionnisme et le « libre marché » sont des options qu'elle peut discuter. Pour le prolétariat, le protectionnisme veut dire renoncer à l'internationalisme, s'engager par avance à soutenir les massacres interimpérialistes, et abandonner la révolution socialiste qui est la seule issue pour l'humanité. Contre ceci, nous, dans la LCI, luttons pour reforger la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste, pour préparer la classe ouvrière à offrir cette solution. ■

Action directe...

Suite de la page 6

accusations selon lesquelles il aurait tué un flic, Daniel Faulkner. Aujourd'hui son cas est à un stade crucial ; dans les semaines qui viennent les tribunaux pourraient décider la suite pour lui : la mort, la prison à vie ou de nouvelles procédures judiciaires. Nous n'obtiendrons pas la libération de Mumia, ni celle d'Action directe et du nombre croissant de prisonniers politiques aujourd'hui, en faisant confiance au système truqué de « justice », ou en faisant confiance aux politiciens capitalistes ; nous devons pour cela mobiliser la puissance des travailleurs en lutte ; ce sont eux qui sont en dernier ressort la cible de la violence de l'Etat capitaliste, et qui ont tout intérêt à s'opposer à cette répression.

Suite à la contre-révolution capitaliste en Union soviétique en 1991-1992, l'un des aspects de la réaction capitaliste dans le monde est la « guerre contre le terrorisme » ; elle s'est encore accentuée avec l'attaque criminelle contre le World Trade Center et l'attaque contre le Pentagone le 11 septembre 2001. Nous cherchons sans relâche à mobiliser la classe ouvrière multiethnique contre la croisade « antiterroriste » de la bourgeoisie. En 2002 nous avons protesté contre la loi de sécurité quotidienne de Jospin, à un moment où les dirigeants syndicaux et réformistes préféraient l'unité nationale avec « leur » gouvernement de front populaire plutôt que de s'opposer à cette attaque. Plus tard nous avons aussi combattu l'aggravation de cette loi sous Sarkozy/Chirac. Un « nouveau » gouvernement de front populaire avec Royal, Chevènement et les Verts, et peut-être Buffet, ne sera pas un « moins

mal » pour les travailleurs, les minorités, les immigrés et les opposants à la terreur capitaliste. La classe ouvrière doit se mobiliser et s'organiser de façon indépendante pour combattre pour ses propres intérêts de classe.

A propos de la chasse aux sorcières raciste dernièrement sur l'aéroport de Roissy contre des bagagistes au nom de la « guerre contre le terrorisme », *le Bolchévik* écrivait :

« Cette attaque n'a rien à voir avec la lutte contre le "terrorisme" (les principaux architectes du terrorisme sont à l'Elysée et dans les ministères), ni avec la "protection" de la population ; mais elle a tout à voir avec l'arsenal croissant à la disposition de l'Etat pour écraser toute opposition et détruire les libertés. [...] Ce sont ceux qui administrent le système capitaliste qui perpètrent la terreur de masse et des massacres barbares, aveugles et prémédités à une échelle gigantesque. Les crimes contre l'humanité qui sont synonymes de l'impérialisme français – des massacres pendant la guerre d'Indochine à la torture en Algérie et au génocide du Rwanda – sont la marque de fabrique du capitalisme dans son agonie. Et de même les attaques des CRS contre les travailleurs en grève et les jeunes qui protestent, ainsi que les attaques contre les salaires et les conditions de travail des ouvriers, la terreur des flics et la pauvreté dans les banlieues. »

– *le Bolchévik* n° 178, décembre 2006

Nous disons qu'une attaque contre un est une attaque contre tous ! L'intensification de l'exploitation et de l'oppression ne peut que semer les germes de futures luttes de classe et luttes sociales. La lutte pour la libération des prisonniers de la guerre de classe fait partie intégrante d'une lutte plus large pour forger un parti révolutionnaire d'avant-garde qui dirigera la classe ouvrière dans une révolution socialiste pour en finir avec la terreur et les ravages capitalistes une bonne fois pour toutes. ■

Mumia Abu-Jamal...

Suite de la page 32

Ceux qui luttent pour la libération de Mumia doivent comprendre l'intensité de la haine du pouvoir capitaliste pour cet homme qu'on appelle « la voix des sans-voix ». La vendetta impitoyable de l'Etat capitaliste contre ceux qui luttent pour la libération des Noirs s'est révélée avec l'arrestation, en janvier, de huit anciens membres du Black Panther Party, accusés d'avoir tué un flic à San Francisco il y a plus de 30 ans. Ces accusations ont été rejetées à plusieurs reprises par des jurys de mise en accusation et, dans l'une de ces affaires, jugées irrecevables par le tribunal parce que les « aveux » avaient été extorqués par la police sous la torture (voir « Protests contre la rafle d'anciens Black Panthers par le gouvernement ! », *Workers Vanguard* n° 885, 2 février). Le fait que Mumia est la cible principale de l'Etat, c'est ce que montre la résolution adoptée à une écrasante majorité en décembre dernier par la Chambre des représentants [le Parlement] et qui condamnait la décision de la ville de Saint-Denis, dans la banlieue parisienne, de donner son nom à une rue.

Grâce aux réunions et meetings de Los Angeles, de Chicago, de l'agglomération de San Francisco, de Toronto et de New York, ce sont plus de 10 000 dollars qui ont été récoltés pour les 16 bénéficiaires du fonds de soutien aux prisonniers de la guerre de classe du PDC. Outre Mumia, y figurent huit membres de l'organisation MOVE de Philadelphie, les anciens partisans des Black Panthers Mondo we Langa et Ed Poindexter, Jaan Laaman et Thomas Manning des « 7 de l'Ohio », le dirigeant de l'American Indian Movement Leonard Peltier, le fils de Mumia, Jamal Hart, et le défenseur des droits des prisonniers Hugo Pinell. Chacun de ces cas illustre le fait qu'il n'y a pas de justice à attendre des tribunaux bourgeois pour quiconque est perçu comme un opposant du pouvoir capitaliste raciste.

Nous reproduisons ci-dessous la transcription, revue pour publication, de la présentation de Rachel Wolkenstein, avocate pour le PDC, lors de la réunion du 17 décembre 2006 à New York.

* * *

Nous ne pouvons pas nous bercer de l'illusion que ce soit une grande chance pour Mumia que son appel doive bientôt être présenté devant la Cour d'appel (Troisième circuit) qui examine trois (et seulement trois) motifs de réclamation sur

plus d'une vingtaine présentés. C'est une bonne chose que la Cour d'appel examine ces recours. Mais il est aussi probable qu'ils ne font que préparer le terrain pour la conclusion finale que Mumia doit être exécuté.

Avant ma première rencontre avec Mumia, il y a presque vingt ans, avec Paul Cooperstein, lui aussi membre du Partisan Defense Committee, en août 1987, Mumia nous avait envoyé une citation d'*Henry VI* [de Shakespeare] selon laquelle la première chose que nous ferons après avoir pris le pouvoir sera de tuer tous les avocats. Nous lui avons envoyé en retour une citation de V.I. Lénine qui avait une tonalité négative similaire sur les avocats.

Le travail que j'ai accompli, aux côtés d'autres camarades du Partisan Defense Committee, a été, parallèlement à l'assistance judiciaire, de diffuser de la propagande, de faire connaître l'affaire Mumia, d'organiser des actions de protestation centrées sur la mobilisation de la puissance sociale du mouvement syndical, de la classe ouvrière, qui a le seul réel pouvoir de changer quelque chose. Nous basons notre travail sur la certitude que la seule manière de se débarrasser de l'injustice qui existe dans cette société, c'est par la révolution socialiste, et dans le cadre de ce processus nous devons lutter bec et ongles pour la libération de Mumia, et pour tous les droits démocratiques. Les exactions du système capitaliste ne s'arrêteront pas, le système capitaliste ne sera réformé d'aucune manière durable. Le seul changement fondamental qui est possible, c'est un changement de système social, ça veut dire le socialisme.

Mumia n'est pas marxiste. Mumia n'est pas socialiste. Mais il a toujours été absolument inflexible dans son opposition à l'oppression raciste, aux excès du capitalisme, aux injustices, à l'impérialisme américain. C'est la raison pour laquelle il est la cible des dirigeants de ce pays qui voient en lui le spectre de la révolution noire. Ils ont vu ça en lui dès ses débuts comme membre du Black Panther Party, dès qu'il est devenu un défenseur de l'organisation MOVE, pour ses déclarations incessantes en défense des Noirs, et pas seulement des Noirs, contre l'Etat capitaliste. Et pour toutes ces raisons, l'Etat capitaliste – les tribunaux, les procureurs, les politiciens bourgeois – sont déterminés à faire exécuter Mumia, ou à l'enfermer dans l'enfer sur terre qu'est la prison à vie.

Nous avons d'énormes défis à relever. Donc cette réunion, pendant laquelle nous nous détendons, nous dansons et nous écoutons de la merveilleuse musique, doit être comme un



James/Philadelphia Inquirer



Ligato/Philadelphia Bulletin

A gauche : Mumia en 1969, quand il était ministre de l'Information des Black Panthers de Philadelphie. A droite : les flics du commissaire Frank Rizzo déshabillent des Panthers lors d'une descente dans leurs locaux de Philadelphie en 1970.



Owens/Philadelphia Bulletin

A gauche : en 1978, près de 600 flics de Philadelphie ont assiégé la communauté MOVE de Powelton Village. Ci-dessus : lors d'une conférence de presse en août 1978, le maire Rizzo justifiait ce siège et dénonçait une « nouvelle engeance » de journalistes, comme Mumia (à l'extrême gauche).

UPI

répét, et une manière de nous remettre en ordre pour la bataille cruciale : empêcher l'exécution de Mumia et obtenir sa libération. Je voudrais insister que des millions de personnes, dans le monde entier, ont depuis des années pris fait et cause pour Mumia. Ils l'ont fait sur la base du travail du Partisan Defense Committee, affilié à la Spartacist League, et de la Labor Black League, ainsi que de beaucoup, beaucoup d'autres organisations qui ne partagent aucunement les positions politiques du PDC. Parmi elles, l'organisation MOVE, les différentes coalitions pour libérer Mumia, Equal Justice et Noelle Hanrahan du Prison Radio Project, et beaucoup d'organisations au niveau international. Mais nous sommes les seuls à être conscients que l'Etat capitaliste ne peut pas être réformé, et que le cas de Mumia, pour toutes les raisons que nous avons indiquées, incarne à lui seul la question du racisme, la question de classe et la lutte pour notre libération à tous.

Dans le monde entier, des personnes se sont identifiées à Mumia et à sa cause parce qu'elles rejetaient viscéralement toutes les injustices inhérentes au capitalisme – pauvreté, guerre, discriminations raciales et ethniques. Pour toutes ces choses, elles voyaient en lui un symbole. Bien qu'il soit enfermé en isolement cellulaire 23 heures sur 24, sept jours sur sept, Mumia n'a cependant jamais abandonné ses convictions et son combat contre les injustices du système.

Ce qu'il faut souligner ici, c'est ce qui se passe quand vous êtes dans la rue en train de réclamer un nouveau procès sur la base qu'on peut faire pression sur les tribunaux pour qu'ils soient équitables. D'autres organisations politiques qui se prétendent socialistes, comme Socialist Action, l'International Socialist Organization et Workers World, savent parfaitement que de telles revendications sont en contradiction avec le fait d'être conscient que le capitalisme doit être renversé. Ces groupes réformistes colportent des illusions selon lesquelles les tribunaux pourraient être réformés, que nous pourrions compter sur les tribunaux pour qu'ils rendent justice, jusqu'à un certain point. Eh bien, les tribunaux vont réagir, mais seulement quand ils craignent des actions de masse, en particulier l'action de la classe ouvrière organisée, avec son pouvoir de faire grève. C'est ce genre d'agitation sociale qui les pousse à apporter certaines améliorations au système.

Très tôt, des preuves de l'innocence

J'ai travaillé avec l'équipe d'avocats de Mumia depuis environ 1995 jusqu'à juin 1999. Avant cela, au PDC, nous

faisions de notre mieux pour aider Mumia à avoir de bons avocats. Nous avons aussi fait campagne pour bien faire savoir qui était Mumia – un membre du Black Panther Party, un partisan de MOVE, un militant noir et un journaliste. Le Partisan Defense Committee est convaincu de l'innocence de Mumia. Et fondamentalement, les preuves de l'innocence de Mumia qui ont été découvertes pendant la période qui va de 1995 à 2001 sont le résultat du travail que nous avons fait. Pas parce que nous sommes de grands avocats, ou les plus expérimentés, mais parce que nous savions que l'Etat avait ourdi une machination contre Mumia, et que celui-ci est innocent.

Les preuves étaient là, tout simplement. En 1995, un homme du nom de William Singletary a témoigné lors d'une audience pour Mumia. Singletary est un Noir, qui n'était pas un homme de gauche, mais un vétéran du Vietnam propriétaire d'une société de dépannage, qui avait souvent affaire avec les flics, et il était au coin de la rue, dans le Centre-Ville, quand Daniel Faulkner s'est fait tirer dessus. Il a essayé de dire aux flics qu'il avait vu quelqu'un portant une veste de treillis verte sortir d'une voiture et tirer sur le flic, et que Mumia est arrivé après coup sur les lieux. Ils n'ont pas voulu l'écouter. Ils l'ont menacé, ont fait pression sur lui et ont falsifié son témoignage. Il a quitté la ville, et il n'était pas présent au procès de 1982. Nous avons fait témoigner Singletary à l'audience post-condamnation (PCRA) de Mumia en 1995.

Nous avons aussi retrouvé Veronica Jones, et elle a témoigné devant le tribunal l'année suivante. C'était une prostituée qui avait témoigné au procès de 1982 qu'elle était sur place, mais qu'elle n'avait pas bien vu ce qui s'était passé. Cela contredisait son témoignage initial, où elle affirmait avoir vu le tireur s'enfuir en courant. Quand elle a témoigné en 1996, elle a reconnu avoir menti lors du procès. Elle a dit que son témoignage originel était véridique, qu'elle avait vu le tireur s'enfuir, mais que les flics l'avaient forcée à changer sa version en la menaçant de l'envoyer en prison pour longtemps pour une accusation de vol, et en lui disant qu'elle serait séparée de ses jeunes enfants. En 1996, pendant qu'elle témoignait, l'accusation l'a fait arrêter en plein tribunal, en utilisant un mandat d'arrêt délivré deux ans plus tôt par un juge du New Jersey pour une affaire de vol à la tire.

Et ensuite il y a eu une autre audience de PCRA en 1997, avec une autre ex-prostituée, Pamela Jenkins, qui avait une liaison avec un flic qui a été inculpé et condamné pour faits de corruption tombant sous le coup des lois fédérales. Jenkins

a témoigné que plusieurs policiers savaient que Mumia n'était pas l'auteur des coups de feu. Elle a témoigné que Cynthia White, une autre prostituée qui était le témoin-clé de l'accusation, avait menti quand elle avait déclaré avoir vu Mumia tirer sur Faulkner. Elle avait menti parce que les flics l'avaient menacée, et qu'elle avait peur d'eux.

Ce sont quelques-unes des choses qui sont arrivées dans la première période, présentées devant feu le juge Sabo, le juge raciste qui dirigeait le tribunal sans même faire semblant de traiter l'accusé équitablement. En 1982, avant le procès de Mumia, le juge Sabo avait déclaré en présence d'une sténographe du tribunal et d'un autre juge « Je vais les aider à faire frir le n---e. » C'était ça le juge Sabo.

L'importance des aveux de Beverly

Je veux dire quelques mots sur Arnold Beverly, qui a reconnu avoir tué Faulkner. Arnold Beverly était un homme de main de la pègre. Il avait été engagé, d'après ses dires, par la pègre et les flics – par l'intermédiaire d'un agent de liaison avec la police – pour abattre Faulkner cette nuit de décembre 1981. Il avait entendu dire – et c'est tout ce qu'on lui avait dit – que Faulkner devenait gênant pour les flics et la pègre. La corruption était partout dans le Centre-Ville. Les flics touchaient de l'argent des night-clubs, des tripots, de la prostitution.

Nous avons appris plus tard qu'à l'époque où Faulkner a été tué, trois enquêtes fédérales sur la corruption des flics étaient en cours, et que ces enquêtes devaient révéler que les flics et la pègre s'entendaient comme larrons en foire. Nous avons une déclaration sous serment d'un témoin qui a témoigné dans plusieurs affaires diligentées par des procureurs fédéraux que des flics lui avaient dit qu'ils craignaient que le FBI ait un informateur dans la police. Nous croyons que cet informateur était Faulkner, que la mort de Faulkner était le résultat d'un contrat, et que Beverly était l'un des exécutants engagés pour cela. Quand Mumia est arrivé sur les lieux, tout à fait par hasard, les flics présents sur place savaient exactement qui il était. Certains des flics impliqués dans cette affaire de corruption étaient les mêmes flics qui avaient précédemment attaqué les Black Panthers, et qui avaient attaqué MOVE.

Le policier le plus gradé sur les lieux le 9 décembre 1981 était l'inspecteur Alfonso Giordano. Il se trouve que c'était aussi le bras droit de Frank Rizzo, ancien chef de la police et maire de Philadelphie. Il se trouve aussi qu'il avait été chef de la brigade de surveillance, l'équipe SWAT [équivalent du GIGN] de Philadelphie qui s'était attaquée aux Panthers en 1969 et 1970. C'était aussi le flic qui avait commandé la mise en place de barricades autour de l'immeuble de MOVE à Powelton Village en 1977-1978.

Quand les flics ont vu Mumia sur les lieux en décembre 1981, ils savaient tous que c'était celui qui, à l'âge de 16 ans, avait été le porte-parole des Panthers en 1970, celui qui avait dénoncé l'assassinat des Panthers par le FBI. Moins de dix ans plus tard, Mumia était devenu journaliste et avait dénoncé les mensonges des flics et de la municipalité contre l'organisation MOVE. Mumia avait couvert le procès des 9 de MOVE, condamnés injustement pour le meurtre d'un flic pendant le siège de Powelton Village, quand en fait ce flic avait été tué par une balle perdue tirée par la police. Les membres de MOVE avaient été condamnés à des peines de 30 à 100 ans de prison. Ce procès avait eu lieu en août 1981. Faulkner se fait tirer dessus, Mumia se fait tirer dessus, presque tuer, en décembre 1981. La police savait exactement qui était Mumia, et ils étaient vraiment contents de mettre la main sur lui.

Bon, on a dit beaucoup de choses sur Arnold Beverly, qu'il recherchait l'argent et la célébrité, et qu'il a donné beaucoup de versions différentes. Il y a une déclaration sous serment de Beverly dans la brochure du PDC *La lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal* [reproduite en français par le Comité de défense sociale, organisation sœur du PDC – voir la publicité ci-dessous], que vous devez lire. J'ai parlé pour la première fois avec Arnold Beverly en 1989. Il m'a dit beaucoup de choses sur lesquelles il n'a jamais varié, sauf sur un point. En 1989, il n'avait pas reconnu avoir tué Faulkner. En 1999 il l'a reconnu. L'essentiel de ses déclarations, y compris le nom des flics impliqués dans le montage de l'opération, reste identique. Arnold Beverly a avoué, et est prêt à témoigner pour Mumia, non pas parce que c'est un brave type altruiste, non pas pour l'argent mais parce que les flics ont essayé aussi de tuer Beverly cette nuit-là, parce qu'ils voulaient que ça

Maintenant en français !

Cette brochure arme ceux qui luttent pour libérer Mumia, montrant la base politique de la vendetta contre Mumia. Elle contient les preuves explosives qui démolissent complètement la machination depuis plus de vingt ans contre cet éloquent combattant pour la libération des Noirs.

1 € (56 pages)

Chèque à l'ordre de la SEDI

Ecrire à : SEDI, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



ressemble à une simple fusillade dans la rue entre différents groupes de Noirs, et que Faulkner a été tué au milieu de tout ça. Et Beverly s'est fait tirer dessus cette nuit-là.

Je voudrais aussi dire quelque chose sur la rumeur selon laquelle Mumia ne voudrait rien avoir à faire du témoignage de Beverly. Mumia sait ce que le PDC fait à son sujet, comme c'est le cas depuis 20 ans que nous travaillons avec lui. Ça ne veut pas dire que Mumia est d'accord avec tout ce que dit le PDC, mais il n'y a rien que nous ayons fait le concernant dont il ne soit pas au courant, sur quoi il n'aurait pas eu la possibilité de dire oui ou non. Il est au courant des encarts publicitaires passés dans les journaux à l'initiative du PDC sous le titre « Mumia Abu-Jamal est innocent ! », qui ont été publiés pour protester contre la machination d'Etat et citer les preuves de son innocence, y compris les aveux d'Arnold Beverly. Mumia a approuvé tout le travail que nous faisons.

Pourquoi tout ce tintamarre autour de ça ? Je dis clairement que le témoignage de Beverly n'a été mis sur le devant de la scène qu'en 2001. Son témoignage donnait un tableau complet de ce qui s'était passé. Les éléments extrêmement contradictoires présentés par l'accusation lors du procès de Mumia sont explicables seulement à partir des informations fournies par Beverly. C'est-à-dire le nombre de tireurs, où ils se trouvaient. C'est-à-dire le type d'arme utilisée.

Ce qui est très important, c'est que le témoignage de Beverly a quelque chose à voir avec la manière dont Mumia s'est fait tirer dessus – non pas par Faulkner, mais par un autre flic. Et il y avait quelque chose qui nous avait toujours posé problème. Nous avons examiné tout le dossier, et il y avait toutes ces mentions dans les rapports de police, du fait que le tireur portait une veste de treillis verte. Quelqu'un affirmait que le type dans la voiture qui avait été stoppée sur



Susan Schary

La scène où le juge Sabo ordonne la mise en prison de l'avocate Rachel Wolkenstein lors d'une audience post-condamnation pour obtenir l'annulation de la condamnation de Mumia, vue par un dessinateur.

les lieux par Faulkner portait une veste de treillis verte, et quelqu'un d'autre affirmait que Mumia portait une veste de treillis verte. Six ou sept personnes affirmaient qu'il y avait sur les lieux de la fusillade quelqu'un avec une veste de treillis verte.

J'ai examiné les éléments qui sont en possession de l'accusation, et j'ai parlé à Mumia et à son frère, Billy Cook. Et je peux vous dire que Mumia ne portait pas cette nuit-là de veste de treillis verte. Il portait une espèce de blouson de ski rouge,

Prenez part à la campagne pour la libération de Mumia !

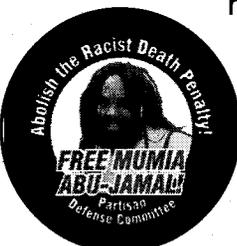
Il faut de l'argent pour payer la défense !
Envoyez vos dons à « MRAP solidarité Mumia »,
43 boulevard Magenta, 75010 Paris

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Faites circuler l'information ! Prenez contact avec le Comité de défense sociale (CDDS) pour obtenir des paquets de notre tract de 4 pages *Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste !* (2 euros pour 25 exemplaires).
Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce).

Commandez la vidéo en anglais du PDC « *Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal* » (10 euros le DVD, 15 euros la vidéo).
Chèques à l'ordre du Comité de défense sociale.

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale.



avec de grandes bandes bleues sur le devant. Billy Cook portait une veste bleue, style Nehru, avec des boutons en cuivre. Et Faulkner ne portait pas de veste de treillis verte ; il portait un uniforme de policier. Singletary affirmait que le tireur portait une veste de treillis verte. Deux flics ont affirmé qu'il y avait une veste de treillis verte sur les lieux, et l'un d'eux que le tireur avait une veste de treillis verte. Arnold Beverly a affirmé qu'il portait une veste de treillis verte.

Machination et dissimulation

En plus, les preuves balistiques ne collent pas avec la version de l'accusation. Aussi les flics et l'accusation ont-ils inventé des aveux que Mumia aurait soi-disant faits. Et sur cette question des aveux, je voudrais revenir en arrière. Giordano, qui était sur place quand Mumia a été arrêté, a inventé un témoin à qui il s'avère que des promesses ont été faites, et qui n'était pas à l'endroit où l'accusation dit qu'il était. Giordano a aussi inventé l'histoire selon laquelle Mumia – après s'être fait tirer dessus, tabasser, jeter dans un fourgon de police – aurait passé des aveux, et que son arme aurait simplement été laissée sur les lieux.

Giordano n'a jamais témoigné lors du procès. En fait, pendant le procès de Mumia il a été relevé du service actif et affecté à un travail de bureau. Il a démissionné de la police le lendemain de l'annonce de la condamnation à mort. Ce n'est qu'en 1986 qu'il a été inculpé de corruption et d'évasion fiscale, accusations pour lesquelles il a plaidé coupable, sur la



Workers Vanguard

Pendant une manifestation appelée par la centrale syndicale COSATU en juin 1995, des travailleurs sud-africains, dans le cadre de la campagne mondiale pour Mumia, brandissent des tracts appelant à « Sauver Mumia Abu-Jamal ! »

base qu'il avait touché des dizaines de milliers de dollars de pots-de-vin durant la période 1979-1980. 1981 ne figure pas là-dedans. Mais nous avons un témoin qui affirme que Giordano faisait cette année-là l'objet d'une enquête fédérale.

Rien dans le dossier de l'accusation ne résiste à l'examen. Vous regardez les expertises balistiques, les témoins et ce qu'ils ont affirmé avoir vu, et ce que l'accusation a affirmé, et ça ne tient pas debout. Il y a une preuve sur preuve, encore et encore, que Mumia est innocent, que sa condamnation était une machination de la police et de l'accusation, que le FBI sait parfaitement qui était impliqué dans cette affaire. Ils savent que Faulkner soit était un informateur, soit était impliqué d'une autre manière. Et ils savent que des flics comme Giordano, qui étaient impliqués dans l'accusation contre Mumia, faisaient l'objet d'une enquête. Rien de tout ceci n'a transpiré pendant le procès de Mumia. Et le tribunal a refusé de communiquer aux avocats de la défense de Mumia la moindre infor-



Le Bolchévik

Manifestation à Paris pour le 25^e anniversaire de l'arrestation de Mumia, le 9 décembre 2006

mation pendant les audiences d'appel PCRA, de 1995 à 1998.

Ce que fait le témoignage de Beverly, c'est de rendre impossible à quiconque de prétendre que le cas de Mumia est le fait d'un seul flic véreux ou d'un seul procureur à l'honnêteté douteuse et d'un seul juge raciste. Le cas de Mumia démontre la nature de l'Etat capitaliste, la nature des tribunaux, des flics et des procureurs.

Il y a une semaine, j'ai reçu un appel de Frank Serpico. On se rappelle peut-être de lui comme le flic de New York qui a craché le morceau à propos de la corruption dans la police en 1971. Ce qu'il m'a dit sur le Fraternal Order of Police (FOP) est très intéressant. Il a dit : je connais ces types. Je sais que le fait que le Fraternal Order of Police prend pour cible toute personne qui a pris la défense de Mumia prouve qu'ils cherchent à couvrir quelque chose, que c'est la preuve que Mumia est innocent, et cela prouve la corruption de ces flics. Parce que le FOP a une histoire de protection des flics partout et tout le temps.

Bon, je ne suis pas d'accord avec Serpico qu'il serait possible d'avoir une police sans flics corrompus. Je veux que ce soit clair. Mais c'est un homme qui a passé sa vie à essayer de trouver de l'honnêteté dans la police, et qui a risqué sa vie pour faire ça. Donc on doit respecter ça, dans le cadre de sa propre logique. Ces forces de police sont très puissantes, elles sont aidées, encouragées et soutenues par les Démocrates et les Républicains. Et, rangés derrière, il y a les pseudo-socialistes qui colportent le mensonge que l'Etat capitaliste peut être réformé.

Je veux finir avec le point suivant. Nous avons devant nous une bataille énorme, vraiment énorme. Ça ne nous aidera pas de penser que peut-être parce que la Cour d'appel pourrait examiner un recours engagé en faveur de Mumia, et rendra sa décision au cours des prochains mois, ce serait là la solution pour Mumia. Chaque étape du cas de Mumia a montré que les tribunaux sont déterminés à faire exécuter Mumia, ou à lui faire passer le reste de sa vie emmuré dans une prison. Il faudra non seulement notre mobilisation, à nous qui sommes ici ce soir, mais des mobilisations de masse, centrées principalement sur la puissance du mouvement ouvrier, avec ses alliés – les jeunes, les chômeurs, etc. – pour montrer que nous ne permettrons pas à l'Etat d'exécuter Mumia ou de l'emmuurer en prison pour la vie, pour montrer que nous sommes déterminés à lutter pour la libération immédiate de Mumia. Libération immédiate de Mumia ! ■

Un innocent victime d'une machination

Il faut mobiliser la puissance du mouvement ouvrier !

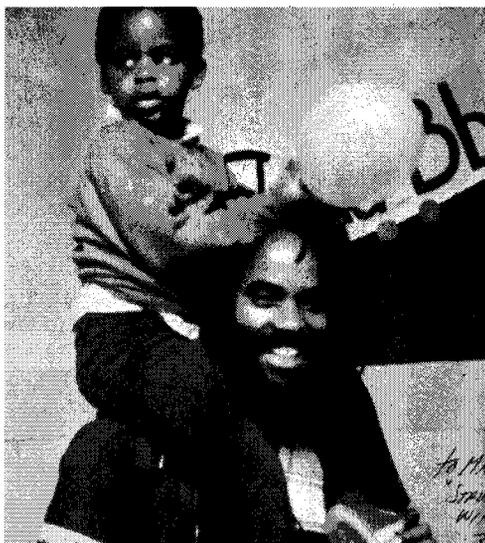
Libération de Mumia Abu-Jamal !

Traduit de Workers Vanguard,
journal de nos camarades américains,
n° 886, 16 février.

* * *

L'effort urgent pour revitaliser le combat pour libérer Mumia Abu-Jamal était, en décembre dernier, au cœur du gala de soutien de fin d'année (*Holiday Appeal*) organisé par le Partisan Defense Committee (PDC) pour collecter des fonds au profit des prisonniers de la guerre de classe. Mumia, porte-parole du Black Panther Party dans sa jeunesse, par la suite partisan de l'organisation MOVE et journaliste primé, a été la cible d'une machination, accusé à tort d'avoir tué Daniel Faulkner, un policier de Philadelphie, le 9 décembre 1981. Il a été condamné à mort explicitement pour ses positions et ses activités politiques. Alors que le dossier de Mumia arrive en ce moment devant la Cour d'appel fédérale (Troisième circuit), le combat pour sa libération est entré dans une phase décisive. Son avocat, Robert Bryan, annonçait récemment dans une lettre aux partisans de Mumia que le tribunal lui avait notifié en novembre dernier que les plaidoiries étaient prévues pour janvier, mais que « cela a ensuite été annulé ». Une décision peut tomber d'ici quelques semaines ou quelques mois.

Les manifestations organisées dans le cadre des galas de soutien de fin d'année du PDC venaient après une série de rassemblements organisés en octobre dernier sur les mots d'ordre : « Libération immédiate de Mumia ! Mumia est innocent ! La vie de Mumia Abu-Jamal est en danger – mobilisons-nous maintenant ! Abolition de la peine de mort raciste ! » Dans les jours qui ont précédé et suivi ces rassemblements, une page de publicité a été publiée dans le *Nation*, l'*Amsterdam News* de Harlem, le *Chicago Defender* et le *San Francisco Bay View*, avec la liste de centaines de syndicalistes,



Abu-Jamal avec son fils Mazi Mustafa

d'universitaires, d'auteurs et d'autres personnalités qui avaient signé une déclaration diffusée à l'initiative du PDC affirmant l'innocence de Mumia et exigeant sa libération immédiate. Des publicités ont par la suite été publiées dans l'*Humanité* [30 janvier], le journal du Parti communiste français, dans le *Morning Star* en Grande-Bretagne, et dans des journaux allemands et canadiens.

Cette publicité (reproduite dans *Workers Vanguard* n° 880, 10 novembre 2006) affirme clairement « Tant les tribunaux de Pennsylvanie que les tribunaux fédéraux ont refusé de prendre en considération la montagne de preuves documentées qui démontrent l'innocence de Mumia. En premier lieu il y a les aveux sous serment d'Arnold Beverly qu'il a

lui-même, et non Mumia, tiré sur l'agent de police et l'a tué. » Parmi les personnalités signataires figurent le professeur Henry Louis Gates, Jr. ; les écrivains Alice Walker, John Wideman, et les prix Nobel Dario Fo et Nadine Gordimer ; l'artiste de hip-hop Chuck D. de Public Enemy ; Charles Barron du conseil municipal de New York, et le membre du Congrès pour l'Illinois Danny K. Davis. Parmi les signataires du mouvement syndical on trouve la section new-yorkaise de la Coalition of Black Trade Unionists [Coalition des syndicalistes noirs], des sections locales de l'Amalgamated Transit Union [syndicat des transports en commun] et de l'International Longshoremen's Association [syndicat des dockers], et la section locale Est 1199 de New York du SEIU [syndicat des travailleurs de la santé]. La diversité des signataires de la déclaration montre le potentiel de mobilisation pour des manifestations de masse sur la base que Mumia est innocent, la victime d'une machination raciste et politique.

Suite page 27